

Destruction de la planète ou communisme ?

**Interaction nature - humanité
et effondrement capitaliste**

**Imposture du « capitalisme
vert » et du réformisme
écologiste**

**Programme communiste,
survie de la planète**

1er semestre 2024

4€

GRI – membre de la
Tendance Communiste
Internationaliste



Brochure du Groupe révolutionnaire internationaliste

**membre de la Tendance Communiste Internationaliste
1er semestre 2024**

ISSN 1623-6890

4€

Table des matières

Introduction : <i>Homo sapiens</i> et la nature.....	2
Environnement, capital et humanité : lignes générales d'orientation.....	4
Comment la crise écologique accélère la faillite du mode de production capitaliste. 13	
L'écosocialisme : « rouge à l'intérieur, vert à l'extérieur », mais 100% bourgeois !...20	
L'écologie sociale : nouvelle expression du radicalisme petit-bourgeois.....	24
Conclusion : crise écologique et programme communiste.....	29
Annexes.....	33
« L'Écologie de guerre » ne sauvera pas la planète.....	33
« Cette idée absurde d'une opposition entre l'homme et la nature ».....	34
« La destruction de la Nature ».....	36

« ...Plus la civilisation progresse, plus elle est obligée de couvrir avec le manteau de la charité les maux qu'elle a nécessairement engendrés, de les farder ou de les nier, bref, d'instituer une hypocrisie conventionnelle que ne connaissaient ni les formes de société antérieures, ni même les premiers stades de la civilisation... »

F.Engels - *L'origine de la famille, de la propriété et de l'état*

Introduction : *Homo sapiens* et la nature

En quittant le « jardin d'Éden », l'Humanité aurait-elle perdu la quiétude des chasseurs-cueilleurs libres, vagabondant ici ou là et goûtant les fruits des arbres merveilleux ? Est-ce alors, expulsés de ce paradis mythique, que les hommes ont dû cultiver le sol et domestiquer les animaux à la sueur de leur front ? Les textes bibliques décriraient-ils allusivement une certaine vérité ¹? Quoiqu'il en soit, les changements induits par la sédentarisation et la domestication des animaux ont produit des effets déterminants sur les rapports entre l'homme et la nature.

Évidemment, les sociétés de chasseurs-cueilleurs vivaient étroitement avec la nature et, jusqu'à un certain point, en osmose avec elle. Une telle relation a pu se maintenir dans certaines populations vivant dans les confins du monde capitaliste. « Quand vous êtes si proche de la nature, que vous êtes entouré de forêts, vous avez la vie, vous avez tout », aurait dit un jour un homme de la population Guarani d'Amazonie. Dans ce cadre-là, sauvegarder l'environnement n'aurait pas de signification,... abstraction faite des diverses pressions modernes de l'agro-business, la déforestation pour l'alimentation du bétail, la destruction des habitats naturels accélérant la circulation de virus ou encore l'extraction légale ou non de divers minerais valorisables.

Soyons clair : pas besoin de longues phrases pour montrer ce que *Homo sapiens sapiens* a fait de la Terre. Pas besoin « d'écologie »², si l'on vit en osmose avec la nature. Ce concept ne pouvait apparaître qu'avec l'aggravation des dommages causés à la nature et de répondre à un double but, d'une part de décrire les rapports - gravement compromis - entre la société et l'environnement et, d'autre part d'entretenir l'illusion que la société capitaliste pourrait en garantir la pérennité. Amadeo Bordiga dans les années 1950 n'était pas dupe : « L'écologisme regroupe pêle-mêle une réaction - réactionnaire ! - au bouleversement incessant des techniques productives par le capital, une défense contre l'exaspération du capitalisme qui rend la vie toujours plus pénible, et aussi la réaction de la bourgeoisie contre ses propres « excès », sa tentative de contrôler ses destructions anarchiques ».

Aujourd'hui, à partir de l'expérience de catastrophes humanitaires, sanitaires, climatiques qui frappent la planète de façon de plus en plus rapprochée, interrogeons-nous sur l'évolution du monde dès l'apparition des sociétés de classe.

La révolution néolithique

Donnons la parole à Jean Guilaine, spécialiste du néolithique qui voit dans la révolution néolithique une transformation profonde de la relation de l'homme à la nature :

« Évidemment c'est peut-être le legs du Néolithique qui, aujourd'hui fait le plus problème. Tout au long des temps paléolithiques, l'homme restait soumis aux rythmes climatiques et se moulaient dans les environnements que la nature lui proposait. Avec le Néolithique, le voici désormais acteur de son propre milieu puisqu'il a désormais la possibilité de modeler celui-ci à sa guise et de l'artificialiser »³.

1 Les formes d'activité et de travail des chasseurs-cueilleurs étaient peut-être moins contraintes ; il ne doit pas y avoir, cependant, idéalisation excessive de leur existence. Nous n'avons pas à regretter l'évolution du monde. Ce monde est maintenant là et c'est ce dernier, insensé, qu'il faut détruire.

2 Ici, comme dans la citation suivante de Bordiga, écologie est utilisé non dans le sens scientifique mais dans le sens courant utilisé par les médias.

3 http://blogs.histoireglobale.com/!%E2%80%99heritage-neolithique-entretien-avec-jean-guilaine_907

En devenant acteur du milieu, l'homme a cru pouvoir modeler le monde sans grande conséquences. J. Guilaine indique ensuite :

« Pour bâtir leurs villages, cultiver, faire paître leurs troupeaux, les néolithiques ont eu besoin d'espace. Par le feu et la hache à lame de pierre, ils ont troué les forêts. En favorisant l'ouverture du paysage, ils ont généré les premiers phénomènes érosifs : transferts de sédiments, appauvrissement des sols. En Eurasie, la destruction du couvert végétal aurait entraîné, dès – 6 000, une première augmentation du gaz carbonique. Ces agressions sont toutefois demeurées modestes, la nature pouvant un temps contrer les effets négatifs de ces blessures ».

Bien évidemment les transformations restaient alors modérées. Pour autant,

« un pas décisif était franchi. Poussées démographiques, moyens techniques mais surtout absence de régulation des capacités biologiques, stratégies économiques et soif de profits ont, par la suite, fait de l'homme un manipulateur sans scrupules de son environnement. Le message prometteur du Néolithique – une nourriture assurée pour tous⁴ – s'est perdu sur les chemins de l'Histoire ».

Comme d'autres préhistoriens, il note que le néolithique marque le passage de l'humanité d'une culture de subsistance s'appuyant sur la cueillette et la chasse à une organisation sociale fondée sur l'agriculture et l'élevage. D'un état de dépendance par rapport à une nature « dominante », à l'asservissement progressif de celle-ci. En croyant asservir la nature et en croyant en devenir le maître, l'homme est devenu esclave de la technologie et de la croyance qu'il peut tout résoudre par ce moyen. Aujourd'hui encore, les industriels et les puissants qui nous gouvernent s'imaginent résoudre la crise écologique par des solutions technologiques et continuent cette course folle dans une impasse historique.

C'est par un changement radical d'orientation, contre la prédation, l'accaparement de la nature, des terres et des animaux, développés par toutes les sociétés de classe jusqu'au point de non-retour désormais atteint dans le capitalisme, que l'humanité pourra éviter les catastrophes qui se profilent.

La naissance du capitalisme a poursuivi et amplifié le mouvement de prédation

Au tournant du XVII^{ème} siècle a commencé à se généraliser et s'amplifier en Europe une vision du monde fondée sur l'idée que les êtres humains vivent dans un monde séparé de celui de la nature et des autres êtres vivants. Sous le nom de nature, ce monde séparé pouvait maintenant devenir objet de progrès notamment scientifique avec des ressources illimitées. Cette révolution mentale n'était que le corrélat, sur le plan idéologique et technique, d'une recherche effrénée de ressources naturelles à exploiter par le capitalisme industriel, soutenue par le progrès sans précédent des connaissances scientifiques. Cependant l'exploitation de la nature par le capitalisme s'est traduite par une immense destruction, accompagnée de guerres impérialistes et de catastrophes dites « naturelles » que nous connaissons, menant à la disparition des animaux sauvages, la destruction des sols, aux guerres pour s'accaparer les minerais et les épidémies à répétition.

De ce fait, certains scientifiques idéalistes croient qu'une mutation de la pensée politique et de la conception du développement du monde héritée des Lumières serait suffisante pour restaurer un équilibre entre l'humain et l'ensemble du monde non humain dans lequel nous baignons. A titre d'illustration, voici un exemple de cette croyance en « [une] politique de la Terre entendue comme une maison commune dont l'usage n'est plus réservé aux seuls humains. Cela implique une révolution de la pensée politique de même ampleur que celle réalisée par la philosophie des Lumières puis par les penseurs du socialisme. On en voit des signes avant-coureurs »⁵. Pour notre part, nous opposons à ces divagations la perspective du renversement du capitalisme et de la société de classe, perspective radicale en ce sens qu'elle va jusqu'à la racine de la crise écologique, c'est-à-dire à la nécessité pour le capital d'accumuler par l'appropriation de valeurs d'usages - dont la force vitale humaine n'est qu'une partie.

Groupe Révolutionnaire Internationaliste

Février 2024

⁴ Référence au fait qu'avec la croissance des populations à la fin du néolithique, il fallait trouver une nourriture plus abondante que ne pouvait en fournir l'agriculture et l'élevage.

⁵ Philippe Descola. « Nous sommes devenus des virus pour la planète », *Le Monde*, 20 mai 2020.

Environnement, capital et humanité : lignes générales d'orientation

L'article suivant a été publié à l'origine en italien en 1994. L'auteur, Mauro Stefanini, était un membre de premier plan du Parti Communiste Internationaliste, mieux connu à l'étranger de l'Italie par le titre de son journal, Battaglia Comunista. Mauro fut le promoteur de la création du Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, qui a abouti ensuite à la Tendence Communiste Internationaliste d'aujourd'hui.

Son point de vue sur le communisme n'a rien à voir avec la vision stalinienne centrée sur l'augmentation de la production pour la production. Il était également conscient que, pour Marx et Engels, l'aliénation concernait non seulement les relations interhumaines, mais aussi la relation de l'humanité avec le monde de la nature :

« La production qui vise à l'accumulation et par conséquent à la reproduction, dans un cycle fermé sur lui-même où les êtres humains apparaissent comme étant les instruments de la production d'une part et, d'autre part, comme les consommateurs de ce qui est produit ; la subordination de la nature aux exigences d'une telle production. – Telle est la caractéristique fondamentale du mode capitaliste de production qu'aucun écologiste ne désire admettre et qui est au contraire pris pour cible de la réforme... ».

Le « nœud central » est qu'un système fondé sur le travail aliéné, voué à la croissance (augmentation des profits) et sujet à des crises périodiques qui exacerbent la volonté de réduire les coûts quel qu'en soit le prix humain ou environnemental, ne peut pas trouver un moyen efficace pour combattre le réchauffement climatique.

*

Un exemple

Même la pensée bourgeoise reconnaît que le développement (nous dirions la survie) du mode capitaliste de production menace l'équilibre de l'environnement, et qu'il s'est ainsi heurté à ses propres limites. Certes, l'étrécissement d'esprit court-termiste des petits industriels qui abondent en Italie, et dont les intérêts immédiats sont apparus au premier plan avec l'élection du nouveau gouvernement [de Berlusconi], ne reflète pas la pensée bourgeoise en général, ou plutôt l'idéologie de la classe dirigeante qui vise à préserver sa domination.

Si nous voulons comprendre les inquiétudes d'ensemble de la bourgeoisie en tant que classe historiquement dominante, nous devons nous tourner vers des organisations comme Le Club de Rome, vers les commissions de l'ONU ou vers le World Watch Institute⁶.

Le but de ce travail n'est pas d'analyser la masse de données et les élaborations idéologiques provenant de telles organisations, mais de donner un large aperçu de la critique marxiste et la perspective générale pour l'action révolutionnaire. Commençons par la définition de quelques concepts de base.

Êtres humains et environnement

Les êtres humains ont commencé à changer l'environnement naturel à partir du moment où ils ont entrepris de prendre le contrôle des phénomènes naturels et à les soumettre à leurs propres besoins. Le processus vital de n'importe quelle espèce, que ce soit une plante ou un animal, entraîne une interaction entre l'espèce elle-même et l'environnement. Les interactions peuvent être de différents types.

⁶ Une synthèse des arguments avancés dans les différentes publications de l'ONU depuis les années 1970 peut être trouvée dans les rapports de la Conférence de Rio (1992). Comme pour le Club de Rome, son premier rapport, *Les limites du développement*, est aussi important que ses rapports ultérieurs, tous publiés en Italie par Mondadori. Concernant le World Watch Institute, une fondation américaine fondée par des agences de l'ONU et par différentes ministères US, le *Rapport sur l'état de notre planète* (1984) est remarquable.

Une relation spéciale

Des changements soudains et violents dans l'environnement peuvent induire des modifications dans une espèce ou même sa disparition. Souvenez-vous de l'exemple flagrant des dinosaures. D'autre part, des actions « naturelles » des espèces provoquent à leur tour des modifications dans l'environnement lui-même : de la formation par les plantes de l'atmosphère actuelle riche en oxygène qui a encouragé la vie animale dans les époques primordiales de la Terre, au détournement du cours des rivières grâce au travail des castors.

Mais ce qui distingue les êtres humains des autres animaux pour ce qui concerne l'écosystème, c'est leur capacité à devenir progressivement davantage conscients de cela, et, sur cette base, à modifier l'environnement en le pliant à leurs propres besoins.

Lorsque les premiers êtres humains systématisaient leurs habiletés dans l'utilisation des pierres comme outils, et qu'ils les transposaient dans la recherche et la fabrication de celles qui étaient les plus appropriées pour couper, gratter ou frapper à distance, cela impliquait un type d'action qualitativement différent de l'utilisation de bâtons par les singes, ou de tiges de plantes par les ours pour dénicher des fourmis. Lorsque la communauté humaine est passée de l'état nomade, où elle se contentait de chasser et de cueillir, aux premières formes d'élevage et d'agriculture, ses relations particulières avec la nature sont devenues plus évidentes.

Aussi primitivement qu'il ait été pratiqué, le défrichement de la terre en vue des semailles et de la récolte d'espèces végétales sélectionnées par les humains constitue en lui-même une intervention sur la nature qui va bien plus loin que le prélèvement « naturel » de baies sur un buisson, comme le ferait une volée d'oiseaux ou un essaim d'insectes.

C'est avec la révolution néolithique, première grande révolution technologique et scientifique de l'humanité, que la production devient la forme cruciale, si ce n'est unique, de conservation des êtres humains et de leur existence collective. L'interaction avec la nature était nécessaire et a été réalisée afin de s'adapter à l'environnement, en tant que condition de la production, et selon les exigences de la production elle-même.

« La communauté tribale, issue directement de la nature, ou si l'on veut, la horde (communauté [*Gemeinschaftlichkeit*] des liens de sang, de la langue et des coutumes) est la première condition de l'appropriation des conditions objectives de leur vie, et de l'activité de celle-ci en tant qu'elle se reproduit et s'objective (cette activité pouvant être celle de pasteurs, de chasseurs, de cultivateurs, etc.). La terre est le grand laboratoire, l'arsenal qui fournit aussi bien le moyen et la matière du travail que le lieu à la base de la communauté. Les individus établissent intuitivement un rapport avec elle en la considérant comme la propriété de la communauté qui produit et se reproduit dans le travail vivant »⁷.

Nous en sommes encore au stade où les êtres humains n'ont pas le concept de propriété. Ce n'est pas un hasard si une telle relation instinctive apparaît sous des formes mystiques et religieuses les plus variées là où il n'y a pas de frontière définie entre la raison humaine et les représentations que la psyché humaine se fait de la nature et des forces qui agissent en elle.

Parmi ces formes communautaires, l'on peut trouver la déification du pharaon ou du despote asiatique qui apparaissent comme créateurs de grands travaux, tels que la régulation de l'approvisionnement en eau, mais qui sont le résultat de l'appropriation du travail collectif.

Ailleurs, dans le berceau de la civilisation classique et à la suite d'événements historiques propres à cette région, la communauté apparaît comme un préalable. Mais cette communauté ne se présente pas comme un organisme dans lequel les individus sont de simples accidents ou dans lequel ils sont des éléments purement et simplement naturels, mais dans comme une ville fondée humainement, par les agriculteurs qui en sont occupants fondateurs. L'agora est présentée comme étant le territoire de la ville, alors que le village ne l'est que comme étant le simple accessoire de la campagne. La terre elle-même – pour autant qu'elle présente des obstacles à ce processus et à la propriété réelle – ne présente pas d'obstacle à l'établissement d'une relation avec elle, en tant que nature inorganique de l'individu vivant, que son laboratoire, que son moyen de travail, que le sujet du travail et le moyen de subsistance du sujet⁸.

Dans tous les cas, le but de la production – remarquons-le bien –, c'est encore les êtres humains et leurs besoins. Nous n'avons pas encore atteint le point où cela sera renversé de sorte que c'est la production qui sera le but (non pas pour les êtres humains, mais pour le capital dans lequel la

⁷ K. Marx, *Fondements de la critique de la politique économique (Grundrisse)*, vol. 2, p. 96, *La Nuova Italia*, 1970 (en anglais, édition Pelican, 1973, p. 472).

⁸ *Ibid.* p.99.

société sera englobée). Avec ce renversement, c'est la domination du mode de production capitaliste qui est arrivée.

Avant cela, durant toutes les périodes précédant la révolution sociale et économique bourgeoise, la relation de l'humanité avec la nature a toujours eu tendance à être dominée par tel ou tel aspect de la nature. C'était une tendance qui était liée à différentes conditions.

La première, comme cela a été indiqué plus haut, est la suivante : l'intervention sur la nature est circonscrite aux exigences immédiates de la production, lesquelles sont à leur tour limitées par les besoins de la population. Le travail, l'activité humaine spécifique de production, est presque toujours exclusivement du travail nécessaire sauf là où, en plus des nécessités de la production, il faut aussi satisfaire la consommation de luxe des classes dominantes et des communautés auxquelles se rattachent les marchands. L'invention du système de rotation des cultures en même temps que celle du joug pour les animaux (aux environs de l'an 1000 de notre ère) a provoqué une augmentation de la production agricole plus soutenue que ne l'aurait fait la seule extension de la superficie cultivée (réduisant ainsi le besoin d'abattre davantage d'arbres) et elle a été suffisante pour nourrir une population croissante.

L'autre facteur qui a restreint l'impact humain sur la nature, lié au premier, est la circulation limitée des biens et des hommes. Le commerce, dans la mesure où il s'était développé, était limité à tout ce qui était échangeable dans le produit excédentaire possédé par les cours, les aristocrates et le clergé, et provenait presque exclusivement de l'agriculture. Une circulation et un transport limités signifiaient un impact limité sur les voies et les moyens de transport, ce qui se traduisait par une perturbation de la nature sans que l'équilibre global en soit perturbé.

Science et technologie

Au niveau de la superstructure, la nature apparaît à travers tout l'arc historique pré-capitaliste comme étant un élément en soi et pour soi, souvent considéré comme sacré, bien que selon des modes de plus en plus différents (du dieu égyptien du Soleil Ra aux neuf sphères célestes de la Sainte Église romaine). La soif de connaissance, même si elle a toujours caractérisé l'humanité, a été également marquée par des questions telles que : « Comment le monde a-t-il commencé ? », « Comment a-t-il été fait ? », « Que va-t-il devenir maintenant ? ». Sous la figure du prêtre, de l'érudit ou du scientifique, les êtres humains ont toujours répondu sous la forme de mythes cosmologiques qui décrivent de manière la plus fantastique comment les dieux ont créé le monde ou bien apporté l'ordre là où, auparavant, régnait le chaos. Les mythes, par souci d'harmonie et en fonction du degré de culture, devaient fournir l'explication des phénomènes les plus simples : la gravité, la diffusion de la chaleur, de la lumière, etc.

La science et la technologie ont procédé sur deux plans différents sans nécessairement s'identifier. La science était pour les savants et les philosophes (habituellement des prêtres), tandis que la technologie était l'apanage des paysans, artisans et marchands. L'absence de toute relation entre ces derniers et les philosophes se reflétait dans le déphasage, voire la séparation, entre acquisition de techniques pratiques et cogitation des philosophes.

C'est à la fin du Haut Moyen Âge, autour de l'an 1000, que le rouet a été inventé⁹. Peu de temps après, les moulins à vent ont été utilisés pour d'autres usages que la mouture des grains (moulins à foulon pour les textiles, marteaux pour le broyage, soufflets de forge). Presque simultanément (1150 environ), l'acide nitrique a été produit à partir de la distillation d'un mélange de salpêtre et d'alun, tandis que l'alcool distillé était utilisé dans la fabrication du parfum. Il y eut beaucoup de progrès dans tous les domaines de la technologie, mais toujours et seulement en relation avec la satisfaction des besoins matériels basiques des humains, quelque chose que les érudits dédaignent habituellement et qui, dans tous les cas, est étranger au monde médiéval de la « vertu » et du « savoir ». L'alchimie était largement employée. De nombreuses découvertes individuelles ont été réalisées, dont l'explication est restée strictement ancrée dans la théorie de la transmutation des métaux, dans la recherche de la pierre philosophale. Cette théorie est entrée en conflit avec la « science officielle » de l'Église qui la condamnait, bien qu'elle soit demeurée dans le domaine du savoir métaphysique comme une fin en soi.

Les êtres humains ont fini par l'emporter : les connaissances nouvelles leur ont permis de maîtriser une nature devenue apprivoisée, dans les limites de ce savoir. Mais ces connaissances apparaissent comme fracturées autour de différents niveaux et souvent en conflit. Les humains continuent de modifier leur comportement et ils l'adaptent autant que c'est nécessaire aux conditions objectives (et environnementales) de production ; pourtant une compréhension plus

⁹ Machine à roue servant à filer (le chanvre, la laine, le lin, etc.)

large de la nature n'existe pas réellement et, là où c'est le cas, elle reste extérieure à la relation pratique avec la nature elle-même. Les individus qui produisent réellement, qui sont eux-mêmes des producteurs, réfléchissent et comprennent immédiatement ce qui est nécessaire à la production. Les érudits du monde entier quant à eux rêvent et lisent à propos de la nature, sa composition, sa relation avec l'univers et avec l'être divin qui crée et justifie tout. En d'autres termes, nous pouvons dire que la réelle acquisition de connaissances sur la nature, une connaissance vraiment pertinente pour le monde de la production, progresse indépendamment d'un apprentissage supposé plus large qui n'a pas d'incidence sur la nature, ni ne veut en avoir.

Les scientifiques d'aujourd'hui, attachés comme ils le sont à l'histoire immédiate de leur propre discipline, peuvent affirmer que l'origine de la science moderne réside dans deux faits nouveaux survenus il y a quelques siècles : l'invention des lentilles optiques et de leur disposition pour fabriquer télescopes et microscopes. D'après de nombreux scientifiques, ces inventions ont marqué le début de l'étude systématique de phénomènes procédant par oscillation, comme celui du pendule et des corps sphériques.

En voici un témoignage de la part d'un physicien et astrophysicien distingué tel que Hannes Alfvén¹⁰ :

« Qu'est-ce qu'ils pouvaient bien trouver de fascinant dans ces faits triviaux ? Pourquoi ne pas continuer à explorer les mystères fascinants de l'univers ? C'est assez simple : en enquêtant sur des phénomènes aussi ordinaires, ils pouvaient, au moins dans un secteur, s'affranchir de l'incohérence du mythe et construire un système de connaissances fondé uniquement sur des observations vérifiables. Aucune expérience ne pouvait être acceptée si elle n'était pas "reproductible", c'est-à-dire si elle ne produisait pas le même résultat, peu importe quand, où, ou par qui elle était effectuée. »¹¹.

C'est vrai, mais c'est insuffisant. L'autre question qui se présente est la suivante : pourquoi ces deux faits sont-ils apparus seulement « il y a quelques siècles » et de manière si révolutionnaire pour le cours de la science ? Il conviendrait maintenant de noter que l'assemblage et l'utilisation systématiques des lentilles dans les télescopes se sont étalés durant les XVIIème et XVIIIème siècles, exactement comme le travail des savants Bacon, Galilée et leurs successeurs, se situe entre le XVIème et le XVIIème siècle.

Pour en savoir davantage sur les lentilles, rappelons que c'est l'Anglais Robert Grosseteste (1170-1253), évêque de Lincoln et premier chancelier de l'Université d'Oxford, qui a étudié la réfraction à travers une lentille sphérique et qui en a formulé une théorie, puis qui a recherché comment utiliser pratiquement des lentilles pour agrandir de petits objets et rapprocher des objets éloignés. Est-ce que ce travail est resté lettre morte ? Non, il a constamment été lu et étudié par d'autres savants et érudits qui n'avaient que peu ou pas d'intérêt à le comprendre ou à en expérimenter les hypothèses. Et cela jusqu'au XVIIème siècle. Qu'est-il ensuite arrivé ? La science et la technologie ont commencé de se rejoindre.

Une bourgeoisie qui comprenait des marchands et des artisans, des banquiers et des industriels, s'était formée du fait de la proximité physique des uns et des autres. Ce n'était plus seulement de riches bourgeois d'un côté, et le clergé et les aristocrates de l'autre. Dans les grandes villes, la bourgeoisie a été la première à promouvoir ses propres représentants dans le monde culturel des universités qui était jusque-là l'apanage exclusif de ces derniers. Les nouveaux étudiants ont apporté avec eux la marque culturelle de leur classe, qui était plus étroitement liée au monde de la production, plus contaminée par la nécessité fondamentale d'acquérir des connaissances et de les appliquer aux conditions de production afin d'augmenter celle-ci.

Ainsi, avant même d'avoir rêvé du pouvoir exclusif dont elle disposerait un peu plus d'un siècle plus tard, la bourgeoisie a commencé à introduire ses propres préoccupations dans les plus hautes sphères de la culture. En fait, ce rapprochement et cette jonction de la technologie et de la science dans une relation dialectique ont annoncé le caractère que le capitalisme prendrait en tant que mode de production triomphant.

Ce n'est pas un hasard si, quelques décennies après Galilée, les grands mathématiciens du XVIIIème siècle trouveraient dans les machines, utilisées sporadiquement dans la fabrication, des stimulants pratiques pour la stimulation et le développement de leur science (ou plutôt l'outil de cette science) ainsi que de la mécanique, qui allait jouer un rôle de première importance dans la révolution industrielle¹².

¹⁰ Hannes Alfvén (1908-1995), astrophysicien suédois, prix Nobel de physique 1970.

¹¹ Hannes Alfvén, *Due Mondi Speculari, Il Saggiatore* 1971, p.11.

¹² Sur cette question, voir le chapitre 12 du premier volume du *Capital*.

Le problème clé

« La production fondée sur le capital crée donc, d'une part, l'industrie universelle – ou plutôt le sur-travail, c'est-à-dire le travail créateur de valeur –, et, d'autre part, un système d'exploitation générale des ressources naturelles et humaines, un système d'utilité générale, qui est soutenu par la science, ainsi que toutes les caractéristiques physiques et spirituelles, tandis que rien n'est plus élevé en soi, justifié pour soi, n'existe en dehors de ce cercle de production et d'échange social... C'est seulement avec le capital que la nature devient un objet pour l'homme, une pure affaire d'utilité ; qu'elle cesse d'être reconnue comme une puissance en soi ; et même la connaissance théorique de ses lois autonomes n'apparaît elle-même que comme une ruse visant à la soumettre aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production »¹³

Dans la communauté primitive, les conditions naturelles de production – c'est-à-dire la nature elle-même – existent en union avec les êtres humains vivants et actifs, les producteurs. Parallèlement à l'apparition des premières formes d'État, c'est au sein du système de classes sociales de cette société que commence un processus « de séparation des conditions organiques de l'existence humaine d'avec cette existence active, une séparation qui n'est pleinement réalisée que dans la relation entre le travail salarié et le capital »¹⁴.

Dans cette relation, le travail apparaît comme totalement aliéné aux conditions de production : il est une marchandise particulière parce qu'il est le seul capable de créer de la valeur et, en tant que tel, il est réduit à l'état de facteur du capital productif : « De même que la force productive du travail se développe historiquement, c'est-à-dire socialement, de même la force productive naturelle du travail apparaît comme la force productive du capital auquel le travail est incorporé. »¹⁵.

Une production visant à l'accumulation et par conséquent à la reproduction, au sein d'un cycle fermé sur lui-même dans lequel les êtres humains apparaissent comme des instruments de production d'une part, et, d'autre part, comme des consommateurs de ce qui est produit ; la subordination de la nature aux besoins de cette production : telles sont les caractéristiques fondamentales du mode capitaliste de production qu'aucun écologiste ne veut voir.

Les Égyptiens et les capitalistes européens

Fondamentalement, pour quiconque se prétend marxiste, le concept est simple : les êtres humains ont toujours tendance à assujettir la nature, en tant que condition objective extérieure à eux-mêmes, aux exigences du travail. Tant que le but de ce travail est de satisfaire les besoins des humains, en tant qu'espèce, peu importe l'étendue et le caractère de ces besoins ou leur croissance, le rapport de domination sur la nature ne perturbe pas l'équilibre interne, du moins pas à un point tel qu'il deviendrait impossible de rééquilibrer l'ensemble de l'écosystème.

Même si les grands travaux hydrauliques des Égyptiens ont certainement entraîné un changement radical dans la nature des sites concernés : le cours naturel de l'écoulement de l'eau, le sol ainsi que la vie végétale et animale de ces zones-là, ont été radicalement modifiés ; là où certaines espèces d'arbre s'épanouissaient entre terres marécageuses et désert, et où une certaine faune prospérait, il s'est développé le désert d'aujourd'hui, avec les changements qui en ont résulté pour la flore et faune ; même si, au cours des siècles, le grand fleuve a lui-même trouvé différents voies, en serpentant plus ou moins vers la mer, l'équilibre d'ensemble a cependant toujours été maintenu : certaines faunes se sont déplacées ailleurs, certaines espèces végétales ont prospéré sur d'autres sites de zone humide.

Tout aussi sûrement, l'abattage des arbres au Moyen Âge a réduit la couverture forestière européenne, mais pas d'une manière qui a affecté significativement la production d'oxygène et la capacité des forêts à nourrir les espèces animales qui y vivaient.

Mais à partir du moment où le but de la production devient la production elle-même, et que les besoins humains sont employés comme des moyens secondaires dans la production de marchandises, lesquelles ne sont que le support de la valorisation du capital, tout change. La production s'accroît à des rythmes jamais atteints auparavant : à la fois la quantité de chaque marchandise prise individuellement et la variété des biens. Le capital s'internationalise : d'abord en étendant le réseau de ses intérêts au monde entier, en colonisant des pays qui étaient sur des trajectoires historiques différentes, qu'il s'agisse de formes pré-capitalistes de subsistance ou de

¹³ K. Marx *op.cit.* p.11.

¹⁴ *Ibid.* p.114.

¹⁵ K. Marx, *Livre I, Le Capital*, section V, chapitre 14, Champs, 2014.

formes plus avancées de sociétés tributaires (sottement qualifiées de « féodales » par certains gauchistes). Par suite de cette pénétration initiale, il s'impose partout comme mode de production dominant, il incorpore ces autres formations sociales en lui, en exportant ses contradictions partout ainsi que ses mécanismes d'exploitation de l'homme et de la nature¹⁶.

Dans les pays subsahariens par exemple, les cultures traditionnelles de subsistance ont existé durant plusieurs millénaires en équilibre avec l'environnement ; elles ont été brutalement remplacées par la plantation intensive de cultures d'exportation. Les paysans, expropriés de leurs possessions, le plus souvent de la terre collective, et privés de leurs moyens traditionnels de subsistance, ont continué à travailler sur la terre, en rangs considérablement réduits, en échange de moyens de subsistance fournis par le capital lui-même. Cela n'a guère d'importance de savoir si c'était directement en nature, ou bien en espèces pour acheter des produits sur le marché. Quels que soient les formes spécifiques et les modèles variables de recrutement et de discipline de travail, l'effet est le même.

On assiste ainsi à une perturbation générale de l'équilibre naturel, lorsque ces cultures (par exemple le coton) appauvrissent dramatiquement le sol, artificiellement entretenu pour l'exportation par des engrais et des amendements du sol fournis par l'industrie métropolitaine. Des changements radicaux dans le marché des matières premières, provoqués par une forte réduction du prix et de la consommation des matières premières, ont ensuite conduit à l'abandon de ces cultures. Il en résultait que la masse de la population locale s'est trouvée engagée dans un processus de paupérisation (pénuries alimentaires, impossibilité de revenir à la manière traditionnelle de produire de la nourriture) et de déstructuration des cultures existantes, désormais détruites et artificiellement recrées autour d'une bourgeoisie aussi ignorante que démunie, impatiente d'imiter les métropoles occidentales aussi bien qu'orientales.

Les métropoles interviennent encore non pas par l'entremise d'entrepreneurs individuels, mais au moyen des États et de leurs diverses « aides ». Aide au développement, disent-ils, ou disaient-ils. En réalité il s'agit encore une fois d'opérations spéculatives pour les entrepreneurs métropolitains.

Depuis la Première Guerre mondiale, le capital a eu la capacité d'influer sur l'équilibre d'ensemble de l'écosystème global. D'abord involontairement, puis de plus en plus sensiblement, tous les aspects de la vie matérielle et intellectuelle ont été conditionnés par la production de plus-value et de profit, en donnant une nouvelle forme à la contradiction fondamentale du capital : celle de l'incompatibilité entre le développement capitaliste et l'environnement.

Environnement : une contradiction fondamentale

Pourquoi la définir comme fondamentale ? Classiquement, la contradiction fondamentale du capitalisme est la même que dans tous les modes de productions antérieurs : contradiction entre les rapports de production et le développement des forces productives. C'est le capital lui-même qui devient la limite au développement des forces productives.

La déformation grossière de cette thèse par le stalinisme allait donner lieu à l'objection facile d'écologistes contre le marxisme : si le développement des forces productives propre au capitalisme est nuisible, il faudrait englober dans un même rejet tout développement de ces forces. On suggérerait également que celui-ci n'est certainement pas souhaitable, dans la transition socialiste, étant donné que la croissance capitaliste tend déjà vers la catastrophe.

La théorie marxiste demeure très valide parce que le point crucial, comme nous l'avons mentionné plus haut, est le but de la production, ou plutôt l'utilisation des forces productives. Nous savons déjà que faire face aux dégâts environnementaux du capitalisme nécessitera une mobilisation importante de travail social, ne serait-ce que pour répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité et permettre un écosystème prospère dont les êtres humains font partie. En d'autres termes, nous pourrions dire : pour que l'humanité redevienne partie intégrante de l'écosystème. Pensons, par exemple, à la nécessité de changer radicalement les systèmes de transport pour qu'ils soient accessibles à l'ensemble de l'humanité, alors que le capital, au contraire, ne réfléchit qu'à la manière de faire acheter une voiture à des dizaines de millions de Chinois et d'Indiens fortunés, d'une façon incroyablement cupide et cynique. L'Afrique, quant à elle, est considérée à l'heure actuelle comme trop pauvre et sans avenir du point de vue du marché. Ou bien pensez à la nécessité de réduire drastiquement les déchets. Ce n'est possible qu'à la condition de se lancer dans un développement massif de nouveaux outils et techniques, ce qui implique une grande et nouvelle avancée de la science.

¹⁶ Sur cette question, voir *Modes of Production and Social Formations* dans *Prometeo* 12, V^o Série.

Au fond, ce besoin d'une « nouvelle » orientation est ressenti par la bourgeoisie elle-même ; elle fait quelques efforts dans ce sens, notamment à cause de son souci des déchets toxiques. Mais la bourgeoisie ne peut pas aller au-delà de son souci en raison des limites fixées par le besoin de croissance : elle ne peut ni arrêter la croissance de la production de déchets toxiques, ni assurer leur élimination efficace.

Elle ne peut pas renverser la tendance à produire de plus en plus de déchets toxiques, étant donné que cette tendance est liée à la production d'un nombre infini de produits qui sont désormais inhérents à la société capitaliste actuelle (considérez seulement la production de produits pétrochimiques). Elle ne peut pas éliminer efficacement les déchets parce qu'une telle opération n'a de sens, pour le capitalisme, que si elle implique l'ensemble de tous les pays entre lesquels la misérable planète est divisée. Sinon, l'énorme investissement requis ne concernerait que certains pays et il finirait comme une dépense prélevée sur des profits déjà en baisse. Une telle dépense ne pourrait pas être compensée par des augmentations de prix étant donné que les pays concurrents qui n'ont pas fourni ce service casseraient les prix. Dans ces conditions-là, un tel service, quelle que soit l'importance de la forme marchande qu'il prendrait n'est pas une marchandise indépendante : sa valeur d'usage n'est pas reconnue universellement par le marché et, sans l'intervention de l'État, il n'aurait pas de valeur d'échange.

L'investissement vert peut donc créer des emplois et il peut également procurer des profits considérables aux entreprises concernées, mais non seulement il n'ajoute rien à la plus-value totale, mais il constitue une soustraction nette du montant total.

La pression politique exercée par les réformateurs, les écologistes et par une société civile plus généralement consciente, pourrait aussi aboutir à l'imposition de normes et de contrôle effectifs à l'intérieur de territoires nationaux métropolitains (tels que les USA ou dans une Italie sans Berlusconi). Mais cela aurait pour résultat la délocalisation de la production, impliquant des déchets toxiques dans des pays plus tolérants, avec un effet nul en ce qui concerne l'équilibre planétaire pour leur production et de leur élimination. Pour autant – insiste le lobby écologiste – ce serait un premier pas vers une politique globale de prévention. C'est-à-dire qu'il s'agirait d'un premier pas dans la marche conduisant à une solution globale du problème. Magnifique superficialité ! Il n'est plus permis d'admettre que cette marche est impossible, que le temps nécessaire serait bien plus long que la vitesse de dégradation de la planète. Aucun compte n'est tenu des guerres désastreuses qui se produiraient de toute façon, probablement avec une couverture idéologique comme cela se passe avec de telles batailles politiques. (...)

L'énergie : une question-clé

Durant toute la période qui va des origines de l'homme à la révolution industrielle, les êtres humains ont utilisé l'énergie que la nature leur a offerte sans trop faire attention à la forme que cette énergie prenait. Les êtres humains ont notamment employé l'énergie mécanique dans ses diverses manifestations naturelles. L'énergie hydraulique a été exploitée pour canaliser les rivières ou pour créer des chutes d'eau artificielles, ainsi que dans la construction de roues hydrauliques destinées à actionner de simples machines, comme lorsque des animaux étaient élevés intentionnellement pour travailler la terre ou pour le transport. Il est certain que l'énergie thermique et rayonnante serait obtenue au moyen de la combustion, afin d'être utilisée pour le chauffage, la cuisine et l'éclairage. Mais c'est toujours une question de transmission des formes d'énergie : l'énergie mécanique allant de la rivière à la machine via la roue, ou de l'animal de trait via le joug, le collier et la charrue ; l'énergie thermique allant du feu à l'eau ou à la nourriture, etc.

Au début de sa période révolutionnaire, la bourgeoisie a fait un énorme bond révolutionnaire : elle a commencé à transformer une forme d'énergie en une autre. La machine à vapeur (l'autocuiseur de Papin¹⁷ avant même la machine de Watt) a été la première manifestation de cette nouvelle conquête décisive, par certains côtés meurtrière : la transformation de la chaleur en mouvement, c'est à dire de l'énergie thermique en énergie mécanique. Cela a été le moment fondateur d'une nouvelle branche de la science, de la conscience des phénomènes naturels avec la thermodynamique. Cela a été aussi le début d'une longue série de découvertes scientifiques et d'inventions techniques dans le domaine de l'énergie et de sa transformation : le progrès qui a fait passer du moteur de machine au moteur à combustion interne, à l'électricité et à l'électromagnétisme et par conséquent au tramway, au télégraphe, à la radio...

¹⁷ Denis Papin (1647-1712) a inventé l'autocuiseur en 1679 ; il a publié deux livres sur la machine à vapeur, dont il a dessiné un exemplaire pour le Landgrave de Hesse-Kassel afin de pomper l'eau des fontaines de son palais.

Sans véritablement savoir ce que sont les transformations de l'énergie, et encore bien moins comment elles se produisent, chacun de nous expérimente dans sa vie quotidienne des milliers de phénomènes de conversion, impliquant une myriade d'instruments et d'appareils pour les réaliser : de l'interrupteur au mixeur, du réfrigérateur au métro, du briquet à la télévision, de la machine à laver à l'ordinateur personnel.

Après l'invention de la machine à vapeur et avant la diffusion du moteur à combustion interne, l'autre grande conquête de la société bourgeoise a été l'électricité.

« Au début du XIX^e siècle, l'électricité était une curiosité scientifique, un jouet de laboratoire », écrit Landes. L'énorme importance qu'elle a prise peu de temps après est due à deux caractéristiques : flexibilité et transférabilité. C'est la forme d'énergie qui est la mieux transférée, même sur de longues distances, et elle est facilement convertible en une autre forme (qu'elle soit mécanique, thermique ou rayonnante). Bref, c'est la forme qui se prête le mieux à la production de masse dans quelques centres spécialement conçus pour fournir ou vendre de l'énergie sur un vaste marché. L'invention de la lampe à incandescence, incarnée par la lampe à arc basse consommation fonctionnant avec le courant alternatif le plus efficace, a créé le tremplin pour le lancement de centrales électriques : la demande d'énergie a commencé à se diffuser des centres de production vers le public en général. La consommation et la production d'énergie sous forme électrique ont entamé leur croissance spectaculaire, une croissance qui a entraîné naturellement une augmentation de la consommation de combustibles fossiles, ces sources primaires d'énergie : le charbon et le pétrole. « L'on estime que la production des sources commerciales d'énergie ont augmenté de l'équivalent de 1 674 millions de mégawattheures en 1870 à 10 840 millions en 1913 »¹⁸. Cette augmentation a depuis lors explosé. Il est question de milliards de mégawattheures. Il s'agit pour 2016 de 159 000 TWh (millions de MWh, milliards de kWh).¹⁹

Pourtant, ce cours ascendant de la consommation d'énergie a été bientôt accéléré par l'introduction du moteur à combustion interne, c'est-à-dire le moteur principal du transport individuel. A côté de tout l'équipement que nous utilisons tous les jours, dont le chauffage central qui est devenu indispensable, maintenant chaque famille doit avoir une voiture. Aussi la consommation énergétique dans les pays métropolitains est fantastiquement plus élevée qu'il y a 150 ans ou, en comparaison, aujourd'hui, avec celle des peuples les plus démunis de la périphérie. En fait, la consommation annuelle d'énergie primaire par un seul Italien contemporain est plusieurs fois plus importante que celle d'une famille entière pendant une décennie au Mali ou celle d'une famille entière italienne également pendant une décennie au début du XIX^e siècle.

Le problème est que la source de l'énergie primaire privilégiée par le capital, ce sont les combustibles fossiles. Dans la pire des hypothèses, le fait de brûler des combustibles fossiles implique :

- La pollution de l'atmosphère avec des particules solides qui contiennent des éléments toxiques en suspension ;
- La pollution de l'atmosphère elle-même par différentes solutions de gaz qui ne sont pas vraiment utiles à la vie, tels que l'anhydride sulfureux et le soufre, les hydrocarbures cycliques, les composés de benzène et autres délices similaires ;
- La quantité croissante de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Dans la meilleure des hypothèses, celle qui prédit la combustion parfaite des émissions combustibles et des sous-produits primaires de la combustion, nous n'obtiendrons qu'une augmentation de l'humidité et du dioxyde de carbone, c'est-à-dire que la planète se rapprochera dangereusement de l'effet de serre redouté.

Comme nous l'avons noté, les fractions les plus informées de la bourgeoisie reconnaissent en tout cas la gravité du problème. Depuis une vingtaine d'années²⁰, elles cherchent des solutions, ou du moins des moyens destinés à retarder les conséquences dramatiques.

¹⁸ David S. Landes, *The Unbound Prometheus* [Le Prométhée détaché], p. 292 édition anglaise Cambridge University Press 1977. (Voir pp 368-381 de l'édition italienne, Livres de poche Einaudi 1978.)

¹⁹ (NdE) <https://www.encyclopedie-energie.org/lelectricite-mix-energetique-mondial/>

²⁰ (NDE) Trente ans se écoulés depuis l'écriture de cet article.

Consommer moins ?

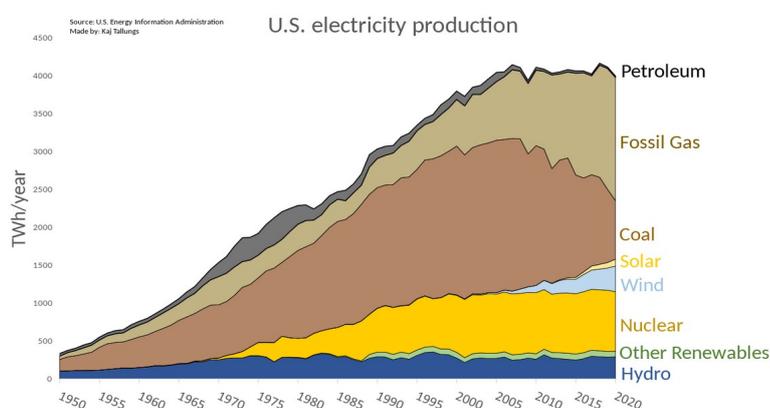
Dans une étude commandée par la Fondation Ford en 1974²¹, pas très longtemps après la guerre du Yom Kippour et la crise énergétique qui s'en est suivie, bien que télécommandée par les Américains eux-mêmes, trois différents scénarios ont été établis pour la croissance de la consommation d'énergie. La prédiction la plus optimiste concernant les USA était que, entre 1978 et 1987, il y aurait une augmentation de 20%. Cependant, *L'état du monde 1988* dressé par le World Watch Institute constate :

« Depuis la publication du rapport (établi par la Fondation Ford, ci-dessus), l'économie des États-Unis s'est accrue de 35%, mais la consommation d'énergie a enregistré une nette baisse »²².

L'organisme le plus respecté par les écologistes, c'est-à-dire le World Watch Institute, a révélé il y a six ans que les précédentes prévisions américaines s'étaient trompées parce qu'elles avaient sous-estimé la possibilité d'économiser l'énergie. Mais en même temps, le WWI reprochait que :

« Les pluies acides répandent la mort et la destruction dans les forêts d'Europe centrale, tandis que les taux croissants de dioxyde de carbone dans l'atmosphère pourraient entraîner des modifications catastrophiques du climat ».

Loin de nous l'idée de critiquer le WWI pour avoir surestimé la quantité d'énergie qui avait été économisée. Depuis lors le graphique ci-dessus montre que la production électrique a continué de croître :



Il est vrai qu'il est possible d'économiser de l'énergie. C'est vraiment avec un sens aigu du commerce que les « gardiens du monde » reconnaissent que les économies d'énergie et la recherche de l'efficacité énergétique peuvent aussi s'avérer utiles en termes d'ouverture vers de nouvelles productions et de nouveaux emplois. Néanmoins, le fait demeure que, quelles que soient les économies, le procès de l'accumulation capitaliste engendre toujours une augmentation de la consommation.

Pourtant, même les Européens les moins prodigues présentent une histoire similaire, comme le montrent les données. D'après ces chiffres, mis en évidence par le graphique, on constate une nette diminution de la consommation en 1975 et de nouveau en 1983. Il ne fait aucun doute que, comme dans le cas des USA, cela a été dû à une politique d'économie d'énergie plus rigoureuse et par conséquent il y a eu moins de déchets : mais pas suffisamment pour inverser la tendance. En réalité, les réductions ont bientôt été « compensées » par des augmentations substantielles, le solde global affichant une claire croissance entre 1971 et 1988.

L'alternative

Le problème a par conséquent un double aspect. L'augmentation de la consommation de combustibles fossiles implique en soi toutes les conséquences que nous avons décrites ci-dessus, tout en augmentant – il ne faudrait pas l'oublier – le danger d'épuisement des réserves, avec toutes les conséquences politiques, diplomatiques et militaires, dramatiques dont les instituts et les organismes bourgeois, que nous avons déjà mentionnés, ont parlé suffisamment souvent.

Il est universellement admis que l'option nucléaire, telle qu'elle est conçue jusqu'à présent, n'est pas une alternative, ce qui conduit à la question de savoir s'il existe vraiment une issue.

Notre réponse est la suivante : dans le mode de production capitaliste, non ; une fois que la production sera orientée vers les besoins humains, alors, oui. Voyons-en les raisons. Le savoir-faire scientifique qui permettrait un développement massif de la technologie alternative pour

21 *A Time to Choose : America's Energy Future, The Energy Policy Project of the Ford Foundation*, traduit et publié en Italie en 1975 via le Club de Rome par la Mondadori-EST.
<https://archive.org/details/timetochooseamer00ford/page/n5/mode/2up>

22 Lester Brown et autres, *State of the World 1988*, Isedi 1988 p. 58.

l'énergie existe assurément aujourd'hui, mais le capital ne peut pas et ne veut pas l'envisager. Prenons par exemple les suggestions des écologistes réformistes : les sources renouvelables telles l'énergie solaire, géothermique ou marémotrice.

L'opinion officielle concernant l'énergie solaire est qu'elle serait insuffisante en raison de la quantité massive d'énergie, s'élevant à plusieurs gigawatts, qui doit nécessairement être produite, en comparaison avec les centrales électriques actuelles. Cela est vrai, étant donné que l'énergie est une marchandise, et que, comme tout autre marchandise tend à le devenir sous le capitalisme, elle est produite à grande échelle afin d'être vendue de manière plus profitable. L'idée de produire de l'énergie là où on en a besoin et dans la quantité qui est nécessaire, soit dans la vie civile, soit pour la production, ne vient jamais à l'esprit de quiconque est sujet au fétichisme de la marchandise. Eh bien, c'est exactement ce que le programme communiste propose pour la période de transition.

La disponibilité de l'énergie a maintenant rejoint les conditions objectives, non seulement de la production, mais aussi de la vie de la communauté. Avant toute chose, il s'agit de se débarrasser de la forme marchande de l'énergie. La forme marchandise des conditions de production et de vie constitue l'obstacle direct empêchant que les êtres humains possèdent un contrôle réel sur eux-mêmes. Sa disparition donnerait immédiatement la possibilité « d'abandonner » – bien que progressivement – la production massive d'énergie dans les méga-centrales électriques et de passer à la production locale par les moyens appropriés, choisis parmi une variété d'options disponibles à l'échelle mondiale.

Cela implique en même temps la capacité d'utiliser toutes les applications technologiques possibles des connaissances scientifiques déjà vastes afin de :

- développer des systèmes de production d'énergie électrique et thermique pour la communauté et pour l'utilisation industrielle ;
- restructurer radicalement et complètement les systèmes de transport individuel et collectif ;
- rééquilibrer les facteurs environnementaux et anthropologiques impliqués dans la production et la consommation d'énergie.

Soit les produits cesseront d'être des marchandises, soit la production de marchandises détruira les conditions d'existence de l'humanité. Cela revient à dire : soit la révolution prolétarienne sera victorieuse, soit la barbarie capitaliste détruira l'humanité.

Mauro, 1994

Comment la crise écologique accélère la faillite du mode de production capitaliste

Les années 2022 et 2023 ont été marquées par l'irruption de phénomènes provoqués par un dérèglement climatique global. Celui-ci semble désormais s'imposer non à l'échelle d'un avenir éloigné, mais dans le présent immédiat de l'humanité, en particulier pour ses fractions les plus dépourvues des moyens de s'en protéger. Des représentants politiques de la classe dirigeante se sont eux-mêmes allés à des alertes tapageuses au sujet de l'importance de la crise environnementale. « L'effondrement climatique a commencé, a reconnu Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU. Notre climat implose plus vite que nous ne pouvons y faire face, avec des phénomènes météorologiques extrêmes qui frappent tous les coins de la planète »²³.

2023 pourrait en effet être l'année la plus chaude jamais enregistrée depuis la réalisation de relevés. Aux États-Unis, en Chine et en Iran, le mercure a dépassé les 50°C pendant plusieurs jours. Pendant plus d'un mois, Phoenix, capitale de l'Arizona, a connu des températures supérieures à 43°C. En Europe même, un seuil a été franchi avec des températures de 47°C et

²³ « Un été marqué par des événements extrêmes », *Le Monde*, 8 septembre 2023.

48°C en Sardaigne et en Sicile. La Grèce a été en alerte canicule plus de 15 jours, tandis que la France a connu une vague de chaleur très intense après le 15 août. Ces vagues de chaleur ont entraîné une série de conséquences exceptionnelles et catastrophiques. Les incendies ont atteint des proportions jamais vues au Canada, à Hawaï ou en Grèce.

Parallèlement, des records de précipitations ont été enregistrés en Chine et en Corée. En Inde, 884 personnes sont mortes de ce fait le 27 juillet 2023. La concomitance de phénomènes extrêmes n'est d'ailleurs pas imprévisible puisqu'elle correspond aux projections scientifiques. Pour la climatologue S. Seneviratne, « c'est lié logiquement à l'augmentation de la probabilité de ces phénomènes, qui progresse à chaque dixième de degré de réchauffement. En poussant les températures mondiales dans des marges extrêmes, on ouvre la porte aux "cygnes noirs" climatiques, des événements très improbables qui deviennent possibles »²⁴.

Cette forte probabilité accroît du même coup les rétroactions négatives entre les différentes manifestations de ce dérèglement climatique. On peut songer aux effets des fumées produites par les méga-feux, qui accroissent la quantité de CO₂ et polluent l'air et l'environnement dont dépendent toutes les espèces vivantes, ou bien encore à la libération de gaz à effet de serre contenus dans le sol et au fond des océans.

La liste de ces effets pourrait être allongée mais l'on comprend assez que leur ampleur et leur conjonction représentent dès à présent une menace vitale pour l'espèce humaine. Mais la bourgeoisie est, par excellence, la classe de l'accumulation, du productivisme, de la concurrence et du court-termisme. « Après moi le déluge ! », telle restera sa devise en dépit des appels pathétiques à sauver « la maison qui brûle ». En passant en revue quelques aspects de la situation présente, nous montrerons que la dégradation de l'environnement mondial est plus qu'un produit du mode de production capitaliste : elle s'affirme comme un facteur massif d'aggravation et d'accélération de sa faillite historique, sans que le capital puisse la prévenir.

Le coût des catastrophes naturelles

L'impact des désastres naturels apparaît d'abord par son coût, tel qu'il est évalué superficiellement par les compagnies d'assurance. En 2022, les dommages des catastrophes naturelles ont atteint la somme inédite de 275 milliards de dollars dans le monde dont seuls 125 étaient assurés, selon le groupe Swiss Re²⁵. L'événement le plus coûteux était l'ouragan Ian subi par la Floride, devant le précédent record de Katrina en 2005. On pourrait citer également les dommages causés par la grêle en France et les tempêtes dans le nord-est de l'Europe, chiffrés à près de 10 milliards de dollars.

En France, le coût de ces dégâts est en voie d'augmentation car les facteurs de risque évoluent rapidement. La sécheresse est le risque climatique dont la probabilité de s'accroître est la plus forte dans les années à venir, en progression vers le nord et l'ouest. La facture totale pourrait déraiser en fonction de l'accumulation de ces risques, tandis que l'incapacité à s'y adapter demeure patente. Le logement est toujours largement concentré dans des zones surexposées, telles que les bassins de cours d'eau et les littoraux. Les villes, dont l'accroissement n'est pas interrompu, sont particulièrement soumises aux effets délétères de la chaleur, à commencer par les logements ouvriers dont la construction expose particulièrement leurs habitants aux aléas climatiques.

L'augmentation et l'imprévisibilité des coûts posent dorénavant un problème central pour le secteur de l'assurance. Celui-ci va se trouver remis en question par la récurrence des catastrophes, dont l'indemnisation deviendrait trop coûteuse même en contrepartie de contrats particulièrement défavorables aux assurés. « L'impossibilité de s'assurer est déjà une réalité dans certaines régions d'Australie et des États-Unis : en Californie, où les méga-feux à répétition ont laissé la place à des inondations d'une ampleur historique en début d'année [2023], les compagnies Allstate et State Farm n'acceptent plus aucun nouveau client, cette dernière arguant entre autres de "la croissance rapide de l'exposition aux catastrophes" »²⁶. L'éviction de clients potentiels est nettement symbolique de l'incapacité du capital à préparer son propre avenir. Encore ne concerne-t-elle qu'une fraction somme toute minime de la population du monde qui, dans son écrasante majorité, n'aura jamais les moyens de prétendre à s'assurer.

²⁴ *Idem*.

²⁵ <https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-le-cout-des-catastrophes-naturelles-a-flambe-en-2022>

²⁶ « La menace d'une France inassurable », *Le Monde*, 11 juillet 2023.

Déterminer le coût des catastrophes climatiques est un exercice bien périlleux pour les économistes car, outre imprévisibilité relative de ces phénomènes, il faut encore leur ajouter le coût lié à la reconstruction qui ne peut être qu'échelonnée dans le temps. Pour une usine détruite, il faudrait ajouter au coût de la remise en état les pertes de production durant toute la période de reconstruction. « La valeur de cette perte de production au sens le plus large peut être très élevée, surtout quand des besoins fondamentaux sont en jeu (logement, santé, emploi, etc.) »²⁷. Dans le cas de l'ouragan Katrina, la prise en compte des pertes réelles de production augmenterait les coûts de la catastrophe de 58 à 117 %.

Outre les méga-feux, la sécheresse a provoqué durant l'année 2023 une réduction importante du commerce transitant par le canal de Panama. Celui-ci comporte en effet un lac artificiel, le lac Gatun, situé à 26 mètres au-dessus de la mer et qui doit se remplir d'eau douce. Le manque de précipitations accumulé a contraint les gestionnaires du canal à réduire le transit de 40 à 32 navires par jour et la capacité de chacun de ces navires²⁸. Une telle réduction a évidemment un impact sur les coûts de production et la régularité des échanges, sur ce point névralgique où circule 5 % du commerce mondial. L'assèchement du canal impliquerait un rallongement de deux à trois semaines du transport par le sud de l'Amérique latine, aggravant vertigineusement les coûts du transport. On peut bien sûr remarquer que le réchauffement climatique provoquant la fonte des pôles, de nouvelles voies de navigation s'ouvriraient. Certains États intéressés ne se privent pas de miser sur de telles perspectives mais elles impliquent un tel niveau de bouleversement de l'environnement que ses conséquences seraient incontrôlables pour la survie de centaines de millions d'individus.

Des limites naturelles à l'accumulation

L'idée que nous illustrons ici, selon laquelle un ralentissement de l'accumulation de capital peut être provoqué, en partie, par la dégradation des conditions naturelles de production, n'est pas nouvelle. Les économistes classiques avaient eux-mêmes posé l'hypothèse d'une stagnation durable de la croissance dans laquelle les contraintes environnementales joueraient un rôle prépondérant. Ainsi, chez Ricardo (1817) la baisse tendancielle des taux de profit qui conduit à l'état stationnaire est la conséquence « de l'augmentation des prix des produits agricoles de subsistance, consécutive à la mise en valeur de terres moins fertiles pour faire face aux besoins d'une population croissante ». La productivité propre de chaque parcelle de terre est, dans cette hypothèse, dépendante de la productivité naturelle ou absolue du sol. « C'est dire que pour Ricardo, la rareté et le caractère non reproductible de la terre contraignent durablement la croissance »²⁹.

Ce raisonnement pourrait être étendu à l'extraction minière et pétrolière, qui procède d'abord par l'exploitation des gisements les plus accessibles. La poursuite de l'extraction devient progressivement plus complexe et surtout plus coûteuse, en raison des quantités de matériaux à traiter pour en extraire le minerai recherché ou des dispositifs à mettre en œuvre pour accéder aux gisements. Ces « limites à la croissance », pour reprendre l'expression du rapport Meadows, se vérifient encore par l'augmentation du prix des ressources énergétiques fossiles et l'existence d'un pic pétrolier : « Ce moment, qui ne doit pas être confondu avec celui de l'épuisement de la ressource, correspond à une situation où la quantité maximale de pétrole extraite en une année ne peut plus augmenter. Dans les technologies actuelles, une telle situation générerait forcément un ralentissement de la croissance qui dépend de la croissance des flux de pétrole extraits ».

Mais l'existence de limites naturelles à la croissance doit être comprise en lien avec le niveau de productivité atteint par le capital et les coûts de production. En se confrontant aux conceptions de Ricardo, Marx avait été amené à critiquer la conception d'un blocage de la production agricole qui ne prendrait pas en compte le progrès des connaissances et techniques de fertilisation des sols. Dans *Misère de la philosophie*, Marx écrivait que « [...] l'application moderne de la chimie vient à chaque instant changer la nature du terrain, et que les connaissances géologiques commencent précisément de nos jours à renverser toute l'ancienne estimation de la fertilité relative. [L]a fertilité n'est pas une qualité aussi naturelle qu'on pourrait bien le croire : elle se rattache intimement aux rapports sociaux actuels »³⁰.

27 Stéphane Hallegatte, Daniel Théry, « Les impacts économiques futurs du changement climatique sont-ils sous-estimés ? », *Revue d'économie politique*, 2007/4, p. 516.

28 « Sécheresse : le canal de Panama au ralenti », *Le Monde*, 17-18 juillet 2023.

29 https://theconversation.com/et-si-cetait-le-rechauffement-climatique-qui-provoquait-la-stagnation-seculaire-112031?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter#Echobox=1550707284

30 Cité d'après John Bellamy Foster, *Marx écologiste*, Ed. Amsterdam, 2011, pp. 49-50.

Il résultait de la sous-estimation des liens entre rapports sociaux et nature une méconnaissance profonde des mécanismes présidant à la distribution de la valeur (à commencer par la rente, qui désigne la fraction de la valeur revenant aux propriétaires de la terre). Dans *Le Capital*, Marx affirmait ainsi que « les causes réelles de l'épuisement de la terre [...] étaient inconnues des économistes qui traitaient de la rente différentielle, du fait de l'état de la chimie agricole à leur époque »³¹. Par la suite, Marx et Engels ont mis en évidence l'extraordinaire capacité du capital à augmenter la productivité appliquée à l'agriculture. Toutefois, ils ont également dû prendre en compte l'existence d'effets négatifs induits par la hausse de la productivité : à plus long terme, cette hausse sape les conditions même de la fertilité des sols et aboutit, en définitive, à sa dégradation.

Dans *Le Capital*, la démonstration de Marx emprunte au chimiste J. von Liebig une partie de son analyse : « C'est un des mérites immortels de Liebig d'avoir fait ressortir amplement le côté négatif de l'agriculture moderne au point de vue scientifique »³². Cette analyse consiste à montrer que, par suite de la concentration de population dans les villes et de la réduction de la population agricole, les échanges qui avaient cours entre la société et la nature se sont trouvés paralysés. La production capitaliste « trouble encore les échanges organiques entre l'homme et la terre, en rendant de plus en plus difficile la restitution de ses éléments de fertilité, des ingrédients chimiques qui lui sont enlevés et usés sous forme d'aliments, de vêtements, etc. » La grande propriété foncière « crée ainsi les conditions qui provoquent un hiatus irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie ; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol, gaspillage que le commerce transfère bien au-delà des frontières du pays considéré »³³. C'est bien le mode d'exploitation de la nature qui, au-delà des gains de productivité sur le court-terme, sape les conditions naturelles durables dont dépend le vivant sur Terre.

Les pertes de productivité induites par la dégradation de la nature

On peut élargir l'argument précédent à l'échelle de la crise écologique globale, dans la mesure où celle-ci contribue d'ores et déjà à freiner ou détruire des capacités de production. L'agriculture est un secteur particulièrement exposé aux aléas climatiques, au réchauffement et au dérèglement des précipitations. Selon un rapport de la direction générale du Trésor, ces effets négatifs sur les rendements agricoles devraient frapper la plupart des régions, soit 90 % de la population mondiale : « Les pertes de production lors des jours de plus forte chaleur et la prolifération d'insectes ou de bactéries s'attaquant aux cultures en seraient les principales causes. Ces rendements plus faibles seraient aussi plus incertains en raison de la variabilité accrue du climat qui affecterait également la qualité de la production agricole »³⁴.

Tous les secteurs de production peuvent être touchés par les effets du changement climatique. Dans la production énergétique, le fonctionnement des installations à gaz, nucléaires et solaire thermique est étroitement lié à la température d'une source froide associée. La baisse de la ressource en eau est très sensible pour le refroidissement des centrales situées sur les fleuves. Dans le bâtiment, les phénomènes extrêmes sont responsables de l'élévation du coût de construction et d'entretien. Avec la hausse du niveau des mers ou l'assèchement de voies navigables, les installations de transport pourraient devenir inutilisables et obsolètes.

Les catastrophes naturelles feraient « environ 150 millions de victimes par an d'ici 2030, selon les estimations de l'ONU. Soit une augmentation d'environ 50% par rapport à la situation en 2018, où environ 108 millions de personnes victimes de tempêtes, inondations, sécheresses ou incendies »³⁵. Le prolétariat est déjà confronté à la hausse des températures et la plus grande fréquence des vagues de chaleur, situation qui ne peut que s'accroître et affecter le processus de travail. D'après le *Bulletin de la Banque de France*, une fois prise en compte « l'hétérogénéité considérable entre secteurs selon leur degré d'exposition aux événements climatiques : pour les secteurs les plus exposés (agriculture, construction, etc.), des températures maximales au-dessus de 30°C réduisent le temps de travail journalier d'une heure en moyenne (-14%) »³⁶.

31 *Idem*, p. 48.

32 K. Marx, *Le Capital*, *Économie*, I, *La Pléiade*, p. 998.

33 Cité d'après John Bellamy Foster, *Ibidem*, pp. 55-56.

34 Benjamin Carantino *et alii*, « Effets économiques du changement climatique », *Trésor-éco*, n°262, juillet 2020, p. 5.

35 <https://news.un.org/fr/story/2020/10/1079732>

36 Mathias Lé, « L'adaptation des économies au réchauffement climatique : les enseignements tirés de la recherche économique », *Bulletin de la Banque de France*, 239/5, janvier-février 2022, p. 3.

L'augmentation du « *stress thermique* » pourrait ainsi entraîner une perte de productivité équivalant à 80 millions d'emplois dans le monde à l'horizon 2030, touchant en premier lieu les secteurs agricoles et la construction³⁷. « Les projections établies sur la base d'une hausse de la température mondiale de 1,5 °C d'ici à la fin de ce siècle laissent augurer qu'en 2030, 2,2 pour cent du total des heures travaillées dans le monde seraient perdues en raison des températures élevées, une perte équivalant à 80 millions d'emplois à temps plein. Ce qui correspond à des pertes économiques de 2 400 milliards de dollars à l'échelle mondiale »³⁸.

Le capital financier pourrait être également un secteur parmi les plus affectés. On connaît son hypertrophie, dont l'expansion résulte de la stagnation de la production de valeur et des moyens de la surmonter. « [...] Le dérèglement climatique devrait engendrer des risques physiques qui se transmettraient au secteur financier par la dépréciation de la valeur des placements financiers touchés »³⁹.

Est-il possible, néanmoins, que l'augmentation de la concentration de CO2 dans l'air et le réchauffement global aient par ailleurs des effets stimulants ? Cela pourrait se vérifier dans certains régions pour la croissance des végétaux, par exemple. Cependant, les effets de la crise écologique et l'inconsistance des solutions pour s'y adapter ne peuvent aucunement compenser l'ensemble des impacts négatifs. Ceux-ci seront massifs en se répercutant sur le marché mondial, *via* le canal du commerce extérieur et de phénomènes incontrôlables par les États. La crise du Covid-19 a montré que ces derniers avaient été pris complètement au dépourvu par la diffusion de l'épidémie et réagi dans la plus grande confusion. Or la hausse des températures est un facteur facilitant la prolifération de certaines maladies, qu'elles soient transmises par des espèces comme le moustique ou par l'ingestion d'aliments contaminés.

La sous-alimentation, le paludisme, les maladies diarrhéiques et le stress thermique accompagneront le changement climatique. Tous ces phénomènes ne peuvent qu'accentuer l'émigration de populations chassées par la destruction de leur environnement et la raréfaction des ressources en eau. Dans la réalité, ces migrations n'ont absolument pas le caractère fantasmé par les gouvernements et populistes des capitales occidentales. Le traitement barbare que celles-ci infligent aux migrants d'aujourd'hui laissent cependant présager le pire, à une échelle plus importante encore.

Crise écologique : effet du mode de production capitaliste

L'ampleur de la catastrophe climatique a certes conduit de nombreux gouvernements, notamment dans les centres du capitalisme, à reconnaître la gravité de la situation et la nécessité d'y apporter des correctifs. Après tout, ils ne sont pas les serviteurs d'une branche exclusive de l'économie, par exemple de l'automobile à moteur thermique, du charbon et du transport aérien, mais les instruments dont se dote la bourgeoisie afin de représenter ses intérêts généraux.

A ce titre, leur fonction est d'assurer la continuité de la production, laquelle est en partie dépendante de conditions naturelles. Cette dernière affirmation peut trouver des avocats y compris dans les rangs de la grande bourgeoisie. Une tribune signée par un panel de cadres dirigeants d'Axa, Bouygues et autres grands groupes, contenait récemment cet appel : « Nous devons répondre aux besoins de la société en respectant l'intégrité de la nature ». Sans craindre le ridicule, les auteurs de ce texte parlaient plus loin d'un « principe phare de notre système : si nos activités économiques peuvent entraîner une dégradation du capital naturel, cela affecte réciproquement le rendement de ces mêmes activités. Ce principe de double matérialité nous rappelle donc qu'il est essentiel d'intégrer la nature dans l'ensemble de nos décisions »⁴⁰.

La disponibilité permanente de ce précieux « capital naturel » ne peut être qu'illusion dans une société dominée par la dynamique de l'accumulation. Cette société se définit par ses structures de base, notamment : 1°- l'appropriation privée des moyens et du procès de production, 2°- la forme marchandise prise par les produits autant que par la force de travail du producteur lui-même, 3°- les diverses séparations entre capitaux et structures étatiques concurrentes sur le marché et 4°- la nécessité d'une accumulation toujours plus large de valeur. Dans l'histoire, ces conditions se sont étendues et même universalisées parce qu'elles se montraient capables, face

³⁷ www.lemonde.fr/emploi/article/2021/08/27/les-salaries-victimes-collaterales-du-rechauffement-climatique_6092484_1698637.html

³⁸ <https://unfccc.int/fr/news/des-millions-d-emplois-perdus-d-ici-2030-en-raison-du-changement-climatique-avertit-l-organisation>

³⁹ Benjamin Carantino *et alii*, *Ibidem*, p. 4.

⁴⁰ « Nous devons répondre aux besoins de la société en respectant l'intégrité de la nature », *Le Monde*, 2 août 2023

aux structures déclassées par elles, d'augmenter drastiquement les capacités productives de la société.

Cette capacité s'est trouvée non seulement limitée, mais encore inversée à mesure que les forces de production stimulées au sein du capitalisme grossissent leurs propres contradictions. Un tel renversement ne peut s'expliquer que par l'organisation sociale qui commande le procès de production. C'est en produisant la critique radicale de cette organisation que Marx avait anticipé des phénomènes devenus évidents aujourd'hui : « A un certain stade de l'évolution des forces productives, on voit surgir des forces de production et des moyens de commerce qui, dans les conditions existantes, ne font que causer des désastres. Ce ne sont plus des forces de production, mais des forces de destruction (machinisme et argent) »⁴¹.

La nécessité pour le capital de s'accumuler se pose inévitablement en contradiction avec le caractère limité des valeurs d'usage fournies par la nature. Si le besoin de matières premières, par exemple, est sans cesse plus grand, la disponibilité de celles-ci est limitée tant en quantité qu'en qualité. Il n'y aura donc pas de transition réduisant « l'empreinte » globale de la production marchande sur la biosphère, mais au contraire une fuite en avant par l'exploitation concurrentielle et immaîtrisée des techniques et ressources. Le cas de la Chine illustre cette descente aux enfers : le pays a ouvert en 2022 un nombre record de centrales électriques à charbon, tout en inaugurant des infrastructures éoliennes et hydroélectriques aux capacités inédites.

Aucune option technique ne saurait en fait apporter de solution aux ravages de l'économie sur la nature, dans la mesure où des effets potentiellement bénéfiques sont toujours annulés voire dépassés par d'autres, contrôlés ou imprévisibles. Si l'électrification est l'axe central d'une improbable transition énergétique, il est évident qu'elle se traduit d'ores et déjà par un pillage destructeur des ressources. Songeons aux terres rares indispensables à la construction de batteries ou aux méga-fermes éoliennes et photovoltaïques dont la durée de vie est extrêmement limitée⁴². L'avenir que nous réserve le capital ne se décidera pas à travers l'alternative opposant énergies fossiles contre renouvelables ; nous aurons et les unes et les autres, en subissant l'aggravation générale du désastre.

Imposture du capitalisme vert

La « transition énergétique », les *Green New Deal* et autres politiques de sobriété énergétique sont certes avancées par les idéologues bourgeois comme des moyens de réduire la crise écologique et de relancer l'accumulation. Après tout n'est-t-il pas logique, du point de vue du capitaliste rationnel, de faire produire en économisant au maximum sur les moyens de production, en faisant preuve de « sobriété » ? La destruction de capitaux sous-productifs n'est-elle pas un moment de la dynamique du capital ? La relance de l'accumulation n'a-t-elle pas toujours été précédée de la chute d'entreprises non concurrentielles et autres « canards boiteux » ?

La perspective du capitalisme vert est ainsi brandie par divers États ou regroupements d'États tels que l'Union européenne ; elle consiste à prétendre qu'une transition de l'ensemble de l'économie serait à même de stimuler la reprise de cette dernière tout en préservant sa soutenabilité sur le long terme. Suivant leurs colorations politiques, les partisans de cette idéologie mettent en avant la technicité ou les vertus sociales d'une production plus propre, plus locale, etc. Il est vrai que la destruction de capitaux est un phénomène qui a toujours préparé les phases de reprise de la croissance. Cette forme de développement par « destruction créatrice » est même une des caractéristiques essentielles du capital, qui a donné à sa trajectoire historique un aspect si révolutionnaire. Mais la destruction de capitaux excédentaires n'est aucunement, par elle-même, une garantie de reprise de la croissance – pas plus que l'existence de besoins humains ou environnementaux encore non satisfaits.

En réalité, il ne saurait y avoir en général de reprise économique sans que ne soit relancée, d'abord et avant tout, la production de valeur. « C'est l'appropriation de travail non payé et le rapport entre ce travail non payé et le travail matérialisé en général ou, pour parler en langage capitaliste, c'est le profit et le rapport entre ce profit et le capital utilisé, donc un certain niveau du taux de profit qui décident de l'extension ou de la limitation de la production, au lieu que ce soit le rapport de la production aux besoins sociaux, aux besoins d'être humains socialement

⁴¹ K. Marx, *L'idéologie allemande*, in *Philosophie*, Folio, 1982, p. 390.

⁴² Voir Mosin, *Progrès et barbarie. Terres rares, lithium, cobalt : l'innovation capitaliste qui tue*, Échanges et mouvement, septembre 2018, 88 pages.

évolués. [...] [La production] stagne, non quand la satisfaction des besoins l'impose, mais là où la production et la réalisation de profit commandent cette stagnation »⁴³.

Le levier essentiel par lequel la production de valeur a pu être augmentée, dans l'histoire, consiste dans l'accroissement de la productivité du travail social. Ce résultat a été principalement obtenu par la mécanisation : le travail vivant des producteurs directs s'est trouvé massivement substitué par du « travail mort » (ou capital constant). Or c'est toujours le travail vivant qui possède la faculté d'ajouter de la valeur lorsqu'il est employé dans la production de marchandises. En résumé, Marx a montré que la « véritable barrière de la production, c'est le capital lui-même »⁴⁴ :

- la finalité de la production est la mise en valeur du capital existant. Cette mise en valeur a pour source la force de travail, l'emploi du travail vivant,
- mais le moyen essentiel de cette valorisation consiste dans le « développement inconditionné de la productivité sociale », c'est-à-dire l'abaissement de la quantité de travail vivant employé pour produire une quantité croissante de marchandises.

A mesure que la productivité devient plus élevée, la masse de profit s'accroît mais cependant le taux de profit diminue. Cette analyse de Marx a été particulièrement bien vérifiée par la stagnation des gains de productivité observée depuis plusieurs décennies. On sait également que le coût du capital constant additionnel, même « vert », est de plus en plus élevé par rapport au taux de profit qu'il assure. Aussi voit-on qu'aucune reprise économique – même « verte » – ne peut s'enclencher alors même que s'épuise le mobile de la production. Et ce même en présence de besoins humains ou environnementaux avérés.

Ces tendances concourent à ce que le « capitalisme vert » n'apporte ni solution à la crise écologique, ni ne débouche en réalité sur une véritable relance. On conçoit, en revanche, que les politiques de « transition écologique » s'inscrivant dans une recherche de compétitivité, ce sont les prolétaires qui en feront d'abord les frais. Elles se traduisent, sur le plan matériel, par une série de normes, d'obligations et de contraintes qui transfèrent le coût écologique du capital sur des individus qu'il s'agirait de responsabiliser. Contrairement à la fiction du citoyen maître de ses choix, le prolétariat n'est nullement libre des conditions dans lesquels il est employé, du logement auquel il peut prétendre par son salaire, de ses horaires de travail et du mode de déplacement qui lui est indispensable pour s'y rendre – ni même du consumérisme qui n'est qu'un effet sur l'esprit de la domination générale de la marchandise.

Pourtant, c'est bien vers ce citoyen que se déplace de façon mystificatrice la responsabilité des « petits gestes pour la planète » et non sur les structures qui sont à la racine de la crise écologique, à commencer par la séparation entre la ville et la campagne. Dans ce contexte d'oppression idéologique, on voit ainsi se déployer, dans le débat sans fin sur les identités et styles de vie individuels, des oppositions stériles sur tel grand projet d'aménagement, modes d'alimentation ou de loisirs. La plus grande disparité dans les intérêts et les responsabilités semble s'imposer au niveau des individus particuliers. N'est-il donc pas légitime que l'État intervienne pour cadrer les comportements et récompenser les « acteurs écoresponsables », en se présentant sous le masque bien connu de l'intérêt général mais désormais au motif de la défense de l'environnement ? C'est à partir de ce même prétexte que les capitalistes évalués comme « verts » sont subventionnés, à coups de programmes d'endettement records. Sobriété et gaspillage sans limite ne sont que deux aspects d'une impasse historique.

En l'absence d'une révolution politique prolétarienne amorçant une transformation des structures sociales de base, une sinistre perspective se profile devant l'humanité. La survie de ce mode de production ne peut se faire qu'au prix d'un gaspillage de ressources compromettant, pour l'avenir, les conditions matérielles de rapports sociaux supérieurs. Dans cette configuration, la survie du capital est indissociable de l'aggravation des luttes inter-impérialistes pour le contrôle des ressources stratégiques, à commencer par les produits alimentaires tels que les céréales. La crise écologique ne peut qu'accentuer la dynamique de marche à la guerre à laquelle nous assistons, particulièrement depuis l'invasion de l'Ukraine.

Vincent, décembre 2023

43 K. Marx, *Le Capital, Livre III, Éditions sociales, 1977, Paris*, pp. 251-252.

44 K. Marx, *Ibidem*, p. 244.

L'écosocialisme : « rouge à l'intérieur, vert à l'extérieur », mais 100% bourgeois !

Qu'est ce que l'écosocialisme ?

L'écosocialisme est un courant de pensée apparu dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle – dans le sillage des mouvements contestataires des années 1970 – dont l'objectif est de combiner l'existence d'un mode de production socialiste avec la préservation de l'environnement, considérant que le capitalisme, de par son objectif de rentabilité et d'accumulation à court terme, en est incapable. Ce courant idéologique, inspiré par l'écologie politique et les idées de la New Left, a façonné les visions programmatiques de bon nombre d'organisations de la gauche anti-stalinienne au niveau international, qui dénonçaient toutes le « socialisme réel » parce qu'il conservait fondamentalement les mêmes ambitions productivistes et une même vision du développement – basée uniquement sur la croissance de la production matérielle – que les États capitalistes.

C'est notamment le cas des organisations trotskistes, dont il est mentionné dans cet article, et de la Quatrième Internationale, fondée en 1938 par Léon Trotski, qui se sont emparées de ce thème au début de ce siècle pour défendre leur propre vision d'un « socialisme vert », destiné à faire face aux crises environnementales et au réchauffement climatique en même temps qu'au système socio-économique responsable de ces crises⁴⁵.

L'idée, notamment théorisée par Michael Löwy (membre du NPA et un des principaux théoriciens de l'écosocialisme, en tant que co-auteur du Manifeste international de l'écosocialisme), est qu'en planifiant la production selon les besoins et non selon les logiques prédatrices des capitalistes fondées avant tout sur la recherche du profit, le consumérisme et le productivisme disparaîtraient pour laisser place à une nouvelle organisation démocratique de la société, soutenable tant au niveau social qu'environnemental⁴⁶.

À première vue, cette perspective peut paraître intéressante, et peut vaguement ressembler aux idées de la gauche communiste italienne développées par Amadeo Bordiga, en particulier dans *Espace contre ciment* (1953) et *Le programme immédiat de la révolution* (1953). Dans ces articles, avant-gardistes⁴⁷ à bien des égards, il analyse la destruction de l'environnement causée par l'urbanisation capitaliste anarchique, et défend un « plan de sous-production » et la division immédiate par deux du temps de travail⁴⁸.

À ceci près que notre méthode d'analyse critique ne consiste pas à prendre pour acquis les déclarations des uns et des autres se prétendant socialistes, mais plutôt d'étudier les idées et actes en lien avec notre conception marxiste et révolutionnaire. Il s'agit donc dans le présent article d'examiner plus en détail cette conception politique, afin de montrer en quoi elle se révèle incapable de réellement transformer le mode de production dans une perspective communiste et écologiquement soutenable.

Selon Michael Löwy et Corinne Morel Darleux (secrétaire nationale du Parti de gauche, parti qui se revendique également de l'éco-socialisme), « Seule une prise en charge collective démocratique permettra de mettre l'économie au service des besoins, réduire le temps de travail, supprimer les productions inutiles et nuisibles, remplacer les énergies fossiles par la sobriété, l'efficacité énergétique et les renouvelables. Ce qui implique des incursions profondes dans la propriété capitaliste, une extension radicale du secteur public (!) et de la gratuité, bref une planification écologique cohérente »⁴⁹. L'écosocialisme se résume donc à un changement de paradigme politique et économique utopique, grâce auquel la population pourrait réorienter par elle-même – sans se confronter à l'État existant de la bourgeoisie – l'économie vers davantage de « sobriété » et

46 <https://reporterre.net/Mieux-que-la-coalition-PS-Verts-1>

47 Avant-gardiste au sens d'une remise en avant du véritable marxisme : c'est à dire une réflexion profonde sur l'homme dans la nature.

48 https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1953/00/bordiga_19530000.htm et <https://sinistra.net/lib/bas/progra/vaki/vakiqedof.html>

49 <https://reporterre.net/Mieux-que-la-coalition-PS-Verts-1>

de temps libre, pour ne plus sur-produire et sur-consommer mais répondre à ses besoins essentiels. Leur solution serait de remettre en cause la « propriété capitaliste », par la planification étatique et le renforcement des services publics. Pour eux, des initiatives au niveau mondial vont dans ce sens : non celles de la gauche « sociale-libérale », mais davantage les ambitions écologistes de la gauche latino-américaine, citant notamment l'exemple équatorien du Parc Yasuni ITT (ne pas exploiter le gisement pétrolier qui se situe sous-terre, au sein du Parc national Yasuni, reconnu comme « réserve de biosphère »). Quelle utopie !

Drôle « d'éco-socialisme » qui repose sur la propriété privée de la majeure partie de l'économie, et qui considère, par exemple, que « l'or noir », à savoir le pétrole, doit être utilisé massivement pour sortir du sous-développement chronique et de la pauvreté (ce projet sera d'ailleurs abandonné dès 2016 par le gouvernement de... Rafael Correa !) ⁵⁰. Parler de « révolution écosocialiste » et de « radicalité » ne peut dissimuler l'absence claire de perspectives révolutionnaires : quelle révolution lorsqu'on ne pose la question de la prise du pouvoir que par les élections et, au mieux, des manifestations-promenades, dans le seul but manifeste d'étendre la propriété publique capitaliste (et donc l'exploitation) ? ⁵¹ Quelle révolution lorsqu'on considère que la gauche latino-américaine, notoirement extractiviste, est un exemple édifiant d'éco-socialisme ? Les tenants de cette idéologie se ridiculisent à la seconde où ils proposent des exemples concrets d'application de leur doctrine pseudo-révolutionnaire !

Et les trotskistes ?

Cela n'a pas empêché les diverses organisations trotskistes de chercher à élaborer une doctrine cohérente de l'éco-socialisme, développée notamment dans la résolution à ce sujet par la Quatrième Internationale ⁵². Si cette résolution évoque bien le principal coupable du réchauffement climatique planétaire, qui nous rapproche dangereusement de la barbarie avec possiblement 3 degrés au-dessus de l'ère pré-industrielle, à savoir le capitalisme et le « socialisme réel » (c'est-à-dire le capitalisme d'État), leur vision pêche par un manque de radicalité certain ⁵³. Ainsi, cette résolution considère que, même si elle promeut le capitalisme vert, « la décision prise à la COP21 de fixer le seuil de dangerosité du réchauffement à 1,5 °C est un succès et un point d'appui pour le mouvement », alors que ce seuil sera probablement dépassé dans la décennie. Pour respecter cette décision, la Quatrième internationale défend « la socialisation du secteur énergétique » ; « la socialisation du secteur du crédit » [un crédit vert ?] ; « l'abolition de la propriété privée des ressources naturelles » ; « la destruction de tous les stocks d'armes, la suppression des productions inutiles (armement entre autres), ou nuisibles (pétrochimie, nucléaire), la production de valeurs d'usage démocratiquement déterminées au lieu de valeurs d'échange » ; « la gestion commune et démocratique des ressources en fonction des besoins humains réels, dans le respect du bon fonctionnement et des capacités de renouvellement des écosystèmes » ; « l'abolition de toutes les formes d'inégalité et de discrimination basées sur le genre, la race, l'ethnie, la religion, ou la préférence sexuelle » ; « l'émancipation de toutes et tous les opprimés, en particulier l'émancipation des femmes et des personnes de couleur » ; « l'abolition du temps contraint, du travail producteur de marchandises en tant que catégorie aliénante, distincte de la libre activité humaine et destructrice de temps libre » et enfin « une politique socio-économique de long terme visant à rééquilibrer les populations urbaines et rurales et à dépasser l'opposition entre villes et campagnes ».

Ce programme étant non-applicable immédiatement, la Quatrième Internationale propose des « mesures de transition », destinées à faire pression sur les gouvernements en même temps qu'à « radicaliser » les mouvements de protestation. Ces demandes, purement illusoire, révèlent, derrière les objectifs « radicaux » en parole, une vision clairement réformiste de l'action politique : il est en effet ridicule de demander le « désinvestissement » des énergies fossiles ou « l'arrêt de l'exploitation » de ces énergies alors même qu'elles sont la base du système capitaliste mondial, et que ce ne sont pas des « grèves pour le climat » – sans aucun impact économique – et tutti quanti qui humaniseront les décideurs politiques et économiques ⁵⁴. De même, demander « l'abolition des

⁵⁰ <https://www.courrierinternational.com/article/2013/08/22/equateur-l-or-noir-plus-fort-que-la-foret>

⁵¹ Le NPA soutient notamment, de manière « critique », la coalition de « gauche » NUPES. Michael Löwy, par ailleurs, a historiquement soutenu le Parti des travailleurs au Brésil. Sur la question de la différence entre propriété publique et propriété commune ou collective, le texte de Pannekoek est éclairant : <https://www.marxists.org/archive/pannekoek/1947/public-ownership.htm>

⁵² <https://inprecor.fr/articles/article-2129.html>

⁵³ Radical dans le sens de prendre les choses à la racine du mal. Et donc changer totalement de paradigme : faire une critique de toute l'évolution de l'Humanité depuis la fin des sociétés primitives vers l'appropriation des biens.

⁵⁴ Et pourtant, le NPA se félicite de ces vaines incantations au « changement » : <https://nouveau-partianticapitaliste.org/agir/ecologie/pour-lurgence-sociale-et-lurgence-climatique-la-jeunesse-mobilisee>

traités de libre-échange » est là encore fantaisiste, car ces derniers sont depuis longtemps l'armature de la mondialisation néolibérale, et leur retrait par des gouvernements dits « progressistes » ne pourrait conduire qu'au retour du protectionnisme. S'il est évidemment nécessaire de prendre en compte les mouvements de lutte spontanés qui émergent sur des enjeux aussi divers que les « projets extractivistes » et les « grands travaux inutiles » ; « les appropriations capitalistes des territoires, des océans et de leurs ressources » ; « les droits des femmes » et la « liberté d'installation et de mouvement des réfugiés » ou encore « les droits des peuples premiers à l'autodétermination », cela ne doit en aucun cas conduire à l'abandon de l'orientation politique classiste du mouvement ouvrier. Notre objectif doit être d'entraîner les prolétaires illusionnés et désabusés qui participent à ces mobilisations vers une autre direction : la prise de conscience de leurs intérêts propres dans l'affrontement décisif contre le capital. La lutte victorieuse ne peut se faire que sur un terrain de classe révolutionnaire pour renverser le capitalisme, et non sur un terrain interclassiste de soutien à quelque bourgeoisie « progressiste » que ce soit, comme le fait de manière constante la Quatrième Internationale, prêchant dans le désert que cette bourgeoisie de « gauche » pourrait, sous pression du « peuple », changer les choses⁵⁵. Nous avons déjà vu que cela ne peut être le cas.

A cela s'ajoutent des réformettes dignes de la social-démocratie, comme le fait de « garantir de bons systèmes de sécurité sociale », de « taxer les transports internationaux » et les « transactions financières », ou pire, de « respecter les engagements concernant le Fonds vert », géré aujourd'hui par la Banque Mondiale et que les trotskistes voudraient, comme par magie, exproprier au profit des communautés du Sud. En plus d'une réforme agraire et fiscale – qui est le programme des mouvements nationalistes démocratiques-bourgeois, et non le programme communiste – la Quatrième Internationale défend le « développement d'entreprises publiques et communautaires », sous « contrôle ouvrier et citoyen » (?), pour créer des emplois dans la transition écologique : on voit clairement que leur solution n'est en réalité qu'un capitalisme d'État vert, se bornant à défendre le « développement du secteur public »⁵⁶. Les « principes clés » qui doivent guider la « transition juste » révèlent bien leur vision d'un éco-socialisme qui ne diffère en rien des autres gauches du capital : « justice environnementale et sociale », « lutte contre les inégalités » (?), et éloge de la « démocratie » qu'Engels critiquait déjà en son temps, en 1843⁵⁷.

La Quatrième Internationale ne peut finalement se résoudre, du fait de son illusion programmatique et activiste, qu'à soutenir des organisations de l'écologie politique (les Amis de la Terre ou Greenpeace) et les syndicats « de gauche » qui appuient la nationalisation de secteurs stratégiques (tel le crédit) et des initiatives comme « la campagne pour un million d'emplois verts en Grande-Bretagne » (soutenues par « la plupart des grands syndicats et la TUC ») ou la « campagne pour une transition juste » (soutenue par la CSI). Au final, ce que montre cette Résolution, c'est que si les organisations trotskistes défendent un programme réformiste apparemment « radical » – tout en utilisant une phraséologie révolutionnaire – pour mystifier les travailleurs, cela ne peut en aucun cas déboucher sur une transformation radicale des rapports sociaux, mais uniquement conduire ces organisations à servir de force d'appoint à la gauche de gouvernement « verte » : telle est l'histoire du trotskisme depuis maintenant près d'un siècle.

Et les « humanistes » ?

L'éco-socialisme n'est néanmoins pas uniquement lié au mouvement trotskiste international : d'autres partis de gauche s'en revendiquent également. En France, c'est le cas notamment de la France Insoumise. Aux États-Unis, des Démocrates Socialistes d'Amérique (DSA) avec leur fameux « Green New Deal », en référence au New Deal du bourgeois « progressiste » Roosevelt dans les années 30. Notre ambition n'est pas d'évoquer toutes les variantes bourgeoises de l'éco-socialisme : il est clair que ces projets politiques ne remettent en cause ni la prédominance de la propriété privée, ni le salariat, ni le mercantilisme, ni la domination d'une classe sur une autre. Ils proposent au contraire une réforme du capitalisme, un « capitalisme vert » purement chimérique, destiné à corriger les excès productivistes du système capitaliste, avec un peu

⁵⁵ Nous renvoyons à la Motion Cochabamba, adoptée lors du 16e congrès mondial de la IVe Internationale en 2010, qui « Se félicite de l'initiative prise par le président bolivien, Evo Morales, de convoquer un sommet des peuples sur le climat et les droits de la Terre Mère afin de faire entendre la voix des peuples indigènes et d'élaborer une riposte commune à la politique impérialiste de partage du monde et de l'atmosphère entre grandes puissances. Appelle toutes les forces politiques et sociales en lutte contre l'exploitation et l'oppression à soutenir la réunion de Cochabamba et à y participer dans la mesure du possible ». <https://inprecor.fr/articles/article-924.html>

⁵⁶ Pour une critique plus générale du trotskisme et des « mesures de transition » en particulier, nous renvoyons à la brochure de la CWO (Trotsky, Trotskyism, Trotskyists) disponible à l'adresse suivante : <https://www.leftcom.org/en/articles/2000-10-01/trotsky-and-trotskyism>

⁵⁷ « Progrès de la réforme sociale sur le continent », The New Moral World, 1843

d'investissements verts par ci, un peu de « planification écologique » et de nationalisations par là, sans rien toucher aux fondements même du système : les logiques d'accumulation, de profits, de rentabilité, d'échange, laissées largement intactes⁵⁸.

Comment nos étatistes verts redorent le blason du capital et le greenwashing ?

En réalité, nous le voyons, les solutions des différents courants de l'écologie politique ne consistent qu'à verdir le capitalisme pour mieux le préserver, et cela dans les seuls intérêts des capitalistes « verts », qu'on voit tous les jours défendre de nouvelles industries « vertes ». Ils cherchent à nous faire croire à la possibilité d'une industrie automobile verte qui ne détruirait pas la planète. Or, il est un fait avéré que les batteries électriques sont très dangereuses pour l'environnement, car il faudra les stocker et les enfouir dans des lieux spéciaux pour éviter que les terres rares et éléments chimiques qu'elles contiennent ne contaminent l'humanité⁵⁹. Et les éoliennes – tant défendues comme unique solution face à la crise climatique par nos étatistes verts – qu'il faudra détruire dans 25 ans dont ne saura que faire de leurs cadavres ? Elles contiennent aussi pour certaines des matières rares dangereuses. Il en va de même pour toute l'industrie électronique et informatique qui devait sauver l'économie mais demandant une telle quantité d'électricité, qu'il vaut mieux pour les bourgeois de ne pas en parler. Nous arrêtons là la litanie qui dépasse le propos de cet article. Toute la réorganisation de la production ne sert qu'à sauver le capitalisme en crise dans un nouveau cycle économique sous la perfusion des aides financières des États. Tous les États masquent le sauvetage de l'économie en invoquant sa relocalisation dans les métropoles capitalistes pour mieux cacher le caractère parasitaire de ce système à bout de souffle.

Les révolutionnaires face à la multiplication des enjeux imminents... Que faire ?

Face à ces mystifications bourgeoises, notre classe doit se doter d'un programme communiste révolutionnaire alternatif sur des bases radicalement nouvelles, fondées avant tout sur la méthode scientifique marxiste. Il est clair pour beaucoup à présent que le capitalisme nous mène tout droit à la barbarie, au niveau social, économique, sanitaire et maintenant environnemental (montée des eaux, pandémies liées aux activités de l'homme et l'urbanisation, canicules, ouragans, inondations, destruction de la biodiversité etc). La solution ne peut résider dans une réforme a minima et gentille du capitalisme, même paraissant « radicale », qui ne remette en cause les logiques fondamentales du mode de production capitaliste.

L'unique solution face à la barbarie ne peut être que le communisme, c'est-à-dire la mise en œuvre d'un acte très conscient et inédit du prolétariat pour l'abolition de la propriété privée et de l'exploitation de l'homme et de la nature⁶⁰. Il nous faudra pour cela nous débarrasser une fois pour toutes des lois inhérentes au capital, imposant à la planète le productivisme, le technicisme et le consumérisme aliénant. Cela devra passer par une planification collective en fonction des ressources disponibles et des besoins de l'Humanité, pour aboutir, au bout du compte, à une République internationale des conseils, avec la nécessaire abolition du travail capitaliste auquel les prolétaires sont aujourd'hui enchaînés (*L'Idéologie allemande*, 1845-1846, p. 28), et la fin immédiate de toute exploitation des ressources épuisables de la terre, notamment les énergies fossiles polluantes.

Dans cette perspective, le prolétariat doit prendre en main une réflexion consciente menant à la fin des activités destructrices du capital sur la nature et les espèces animales au travers d'une

⁵⁸ <https://www.leftcom.org/en/articles/2020-02-24/can-capitalist-reform-save-the-environment>

et <https://www.leftcom.org/en/articles/2022-02-08/the-ruling-class-has-no-solution-to-the-climate-crisis>

⁵⁹ <https://greenly.earth/fr-fr/blog/actualites-ecologie/empreinte-carbone-batterie>

⁶⁰ En ce sens, les différentes découvertes scientifiques sur le « communisme primitif » sont d'une importance cruciale pour comprendre comment les sociétés vivaient historiquement en harmonie avec la Nature – bien qu'il soit nécessaire dans le même temps de « dépasser » cette vision datée du communisme (Aufhebung). « Longtemps méprisés, persécutés ou ignorés, les peuples premiers considérés par certains comme les gardiens de la nature commencent à être écoutés. Ashaninka, Popora, Tolinou, Maori, Sami, Touareg, Kanak, Massaï, ou aborigènes démontrent à travers leur mode de vie qu'un autre rapport à la nature est possible. » (RFI) : <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200124-peuples-premiers-mepris-respect-biodiversite-aborigenes-indiens-environnement> Selon Fiore Longo, « Beaucoup de peuples autochtones d'Amazonie, par exemple, régulent leur pratique de la chasse et de la pêche et se soignent avec les plantes [...] Leur manière de vivre n'est pas fondée sur l'accumulation mais plutôt sur la réciprocité. Pour eux, quand on prend quelque chose à la nature, on doit le lui rendre. Cette façon de penser permet de préserver les ressources naturelles pour les générations futures » : <https://www.france24.com/fr/plan%C3%A8te/20210911-les-peuples-autochtones-des-pionniers-de-l-%C3%A9cologie-en-qu%C3%AAtre-de-l-%C3%A9gitimit%C3%A9>. L'ONU évoque également le fait que « Depuis la nuit des temps, les Mbuti vivent en harmonie avec cette exceptionnelle biodiversité. Leur survie repose sur un écosystème en bonne santé, et leur système alimentaire et leurs moyens de subsistance y contribuent » : <https://news.un.org/fr/story/2022/03/1115602>

réorientation résolue, originale et radicale de l'ensemble des sphères de l'économie. Cela ne peut passer que par la remise en cause frontale de toute l'orientation suivie depuis la Révolution néolithique par les sociétés basées sur l'exploitation du vivant⁶¹, et ce jusqu'aux intérêts du capital, qui a un besoin vital de conquête de toutes les ressources pour servir son accumulation, et donc par la voie révolutionnaire à l'échelle mondiale, qui est devenue aujourd'hui la seule possibilité face à un capitalisme de plus en plus meurtrier et dangereux pour la survie même de l'humanité.

Xav, 16/8/23

L'écologie sociale : nouvelle expression du radicalisme petit-bourgeois

La question de l'écologie est devenue omniprésente. La destruction de l'environnement et les menaces qu'elle fait peser sur l'humanité sont devenues incontestables : le réchauffement climatique et ses conséquences, la chute de la biodiversité, la raréfaction de l'eau douce, l'acidification des océans, la déforestation... Il en résulte un sentiment d'urgence, de fin du monde.

Ce « catastrophisme ⁶² » a tendance à susciter fatalisme et passivité. Il est aussi propice aux mystifications. Les gouvernements et les industriels font croire qu'ils ont pris les choses en mains (ne sommes-nous pas déjà en transition écologique ?), alors que "leur solution" consiste en un mélange de culpabilisation individuelle et de promesse d'innovations technologiques, tout cela afin de poursuivre leur course au profit, suivant le vieil adage "après moi le déluge".

Dans ce contexte, émerge malgré tout une critique du mode de production capitaliste de plus en plus axée sur l'écologie. Ainsi, ces dernières années, à travers différents écrits, divers auteurs, émanant essentiellement du milieu universitaire, s'affirment anticapitalistes, tout du moins sur le papier, et montrent en quoi la logique du capital est incompatible avec la préservation de notre milieu naturel. Des courants associant question sociale et question écologique se sont aussi développés, les plus influents étant l'écosocialisme, que nous avons déjà critiqué par ailleurs⁶³ et l'écologie sociale.

Cette dernière a le vent en poupe et reflète assez bien l'idéologie parcourant dans les mouvements sociaux actuels (démocratisme, activisme, interclassisme ...), c'est pourquoi elle mérite que l'on s'y attarde un peu.

Bookchin et l'écologie sociale

L'écologie sociale est issu principalement des travaux de Murray Bookchin au cours des années 60⁶⁴. Cet anarchiste américain est resté relativement méconnu en France jusqu'il y a peu et il fait partie des précurseurs de l'écologie politique. Nos divergences avec lui ne portent pas sur le constat, la rupture de l'équilibre entre l'humanité et son milieu naturel, mais sur son analyse et les méthodes qu'il préconise pour détruire cette société.

Pour Bookchin, la crise écologique trouve son origine dans la domination de l'humain par l'humain et la hiérarchie qui en découle.

« (...) l'idée même de dominer la nature découle de la domination de l'humain par l'humain, que ce soit des femmes par les hommes, des jeunes par leurs aînés, d'un groupe ethnique par un autre, de la société par l'État, de l'individu par la bureaucratie, aussi bien que d'une classe économique par une autre ou d'un peuple colonisé par une puissance coloniale. (...) Sauf à

⁶¹ Cette rupture radicale dans notre rapport au vivant s'inscrit clairement dans l'apparition des sociétés de classe basées sur l'exploitation : « Notre espèce modifie donc son environnement depuis au moins 10 000 ans. Elle s'est définitivement affranchie de la nature pour inventer un monde technique dont elle est devenue totalement dépendante. En faisant le pari de l'artificiel, Homo sapiens a créé un milieu qui balance entre avancées bénéfiques et menaces biologiques incessantes. Comme si cet homme émancipé devait constamment payer la facture de la révolution néolithique » ; Jean Guilaine, in « La seconde naissance de l'homme : le néolithique », Éditions Le club ou Odile Jacob 2015, page 54. Également évoqué ici : https://www.scienceshumaines.com/l-homme-transforme-son-environnement-depuis-plus-de-10-000-ans_fr_13863.html

⁶² Les collapsologues et autres partisans de la théorie de l'effondrement en ont fait leur fonds de commerce.

⁶³ Voir "L'écosocialisme : « rouge à l'intérieur, vert à l'extérieur », mais 100 % bourgeois !

⁶⁴ Une théorie n'est jamais le produit d'une seule personne mais par commodité nous reprenons cette simplification.

changer les rapports les plus élémentaires de la société – notamment entre hommes et femmes, adultes et enfants, Blancs et autres groupes ethniques, hétérosexuel(le)s et (de fait, la liste est considérable) - la société sera minée par la domination, et cela même si elle revêt une forme socialiste, « sans classe » et « sans exploitation ». (...) Aussi longtemps que persistera la hiérarchie, aussi longtemps que la domination imposera un système d'organisation élitiste à l'humanité, le projet de dominer la nature se perpétuera et conduira inévitablement notre planète vers l'extinction écologique.⁶⁵

Le désastre écologique actuel ne peut être imputé au seul capitalisme, selon lui. Il est vrai que les destructions environnementales n'ont pas démarré avec le mode de production capitaliste, toutefois elles n'ont jamais eu l'ampleur qu'elles ont aujourd'hui, au point de menacer la survie de l'humanité. L'intervention humaine dans la nature, guidée uniquement par la recherche du profit et de l'accumulation illimitée en est la cause.

Bookchin reste assez flou sur les origines de la domination, mais plus encore il semble ne pas tenir compte du processus historique et de ses implications. Toute l'activité humaine depuis les sociétés primitives a consisté à sortir de l'état naturel et à lutter contre la pénurie. Les sociétés de classe successives, malgré toutes les horreurs qu'elles ont engendrées, ont développé les forces productives jusqu'à fournir les conditions matérielles nécessaires à une société communiste, laquelle constitue l'aboutissement de cette évolution historique, marquant "la fin de la préhistoire de l'humanité". Le communisme n'est pas une belle idée ayant germé dans les cerveaux de bonnes âmes et possible à tout moment, il est né de l'expérience historique de la lutte de classe et de la réflexion des militants les plus conscients à son sujet.

Ainsi, pour nous, il est absurde d'envisager une autre société que la société capitaliste, qui soit sans classe et sans exploitation mais conservant des formes de domination et poursuivant la dévastation de l'environnement. La société capitaliste sera la dernière société de classe de l'histoire ou la dernière société si la révolution communiste n'a pas lieu. Bien sûr, toute la pourriture héritée de siècles d'oppression et d'exploitation ne disparaîtra pas du jour au lendemain, mais seule la révolution communiste peut y mettre fin en transformant les rapports de production, supprimant ainsi l'exploitation et détruisant les bases matérielles de toutes les formes d'oppression. Le changement de mentalité qu'appelle de ses vœux Bookchin viendra de là. Le communisme sera une société fondée sur l'association et la solidarité. Il engendrera la fin des séparations, c'est à dire la réunification de l'espèce et le rétablissement de l'équilibre entre elle et son milieu naturel.

Bookchin considère également que la crise écologique est le principal problème auquel est confronté l'humanité aujourd'hui et que cela constitue une situation nouvelle, nécessitant une nouvelle approche.

Selon lui, notre époque se caractérise par « l'apparition de questions totalement nouvelles (qui) transcendent les classes et (qui) concernent l'environnement, la croissance, les transports, la détérioration de la culture et la qualité de la vie urbaine en général » , il ajoute « d'autres questions sont également transversales par rapport aux intérêts conflictuels de classe, comme les dangers de guerre thermonucléaire, l'autoritarisme étatique croissant et finalement la possibilité d'un effondrement écologique de la planète » et il en conclut que « l'émergence d'un intérêt social général par-delà les vieux intérêts particularistes démontre qu'une nouvelle politique pourrait facilement prendre corps, et qu'elle viserait non seulement à reconstruire le paysage politique au niveau municipal mais aussi le paysage économique. »⁶⁶

La méthode consistant à prétexter une situation nouvelle pour liquider le programme révolutionnaire et les leçons tirées des expériences historiques précédentes n'est pas nouvelle. Le raisonnement ici est simple : puisque les ravages environnementaux concernent tout le monde, luttons tous ensemble, par-delà les classes. Et voilà comment on justifie l'interclassisme ou un nouveau frontisme, écologique cette-fois. Effectivement, l'humanité entière est concernée et elle a intérêt au final au communisme. Pour autant, il est évident que le prolétariat, avec de grandes différences également au sein de celui-ci, est beaucoup plus impacté par la crise écologique, que ce soit par ses conditions de travail, de logement, d'accès aux soins, à l'eau, à la nourriture de qualité etc que la bourgeoisie. Si nous nous opposons à tout frontisme, ce n'est pas parce que nous croyons aux luttes « pures » mais, et l'expérience historique l'a confirmé, parce que toute

⁶⁵ Extrait de « Lettre ouverte au mouvement écologiste » issu du recueil *Pouvoir de détruire, Pouvoir de créer* publié aux éditions de L'échappée

⁶⁶ Extraits de « Le municipalisme libertaire : une nouvelle politique communale », issu du recueil précédent.

alliance avec la bourgeoisie conduit nécessairement à l'échec. D'autres classes, que la bourgeoisie et le prolétariat, exercent une force sociale, c'est un fait mais seul le prolétariat en acquérant son indépendance de classe et en poursuivant ses propres intérêts pourra en finir avec le mode de production capitaliste qui se nourrit de son exploitation. Que des membres de la petite bourgeoisie ou même de la bourgeoisie rejoignent le combat révolutionnaire, n'est pas nouveau mais cela implique qu'ils adoptent son programme.

Bookchin est aussi partisan de l'instauration progressive de contre-pouvoir parallèle, s'établissant au niveau de la commune formant « un réseau confédéral capable d'endiguer, et espérons-le, de renverser la tendance à une centralisation croissante de l'État et des grandes entreprises. » Des assemblées populaires sont censées se constituer au niveau de chaque commune ou quartier et grandir. Comment elles feront face à l'État, nous n'en savons rien. Les tenants de l'écologie sociale prétendent donc construire une nouvelle société parallèle, localement, sans s'occuper de l'État. Comme si des îlots socialistes pouvaient émerger par ci par là, se multiplier jusqu'à être suffisamment nombreux pour supplanter l'État ! On retrouve ici l'illusion d'une transformation progressive de la société, sans affrontement avec la classe dominante, ni insurrection ni prise de pouvoir politique, une sorte de gradualisme communaliste.

Or, comme l'a écrit la Fraction italienne⁶⁷ au sujet de la guerre d'Espagne, « l'expérience historique a démontré qu'il ne peut être question de collectivisation, de contrôle ouvrier, de révolution socialiste **avant** l'abolition du pouvoir **politique** de la bourgeoisie ». Des anarchistes comme Vernon Richards ou Camillo Berneri sont arrivés aux mêmes conclusions.

Le recours à la démocratie directe est centrale dans la stratégie d'instauration de contre-pouvoir. La démocratie représentative est conçue comme une forme dévoyée de démocratie, la démocratie directe avec ses mandats impératifs et ses délégués révocables constitue la vraie démocratie. Elle apparaît comme un bien en soi et un idéal indépassable.

Cette conviction est extrêmement forte aujourd'hui. Puisque le peuple est majoritaire et que la démocratie est la victoire de la majorité sur une minorité, il suffit de garantir les conditions d'une vraie démocratie pour que le peuple puisse prendre les décisions conformes à ses intérêts et transformer la société. Singe le parlementarisme bourgeois à tous les niveaux de la société est censé permettre de rompre avec le capital et ses mécanismes. Or, la rupture avec le capitalisme ne sera jamais une question de choix, a fortiori de la majorité.

Les apologistes de la démocratie directe font totalement abstraction de l'hétérogénéité du peuple (le prolétariat lui-même au moment de la révolution ne formera pas une classe homogène) et de l'influence de l'idéologie bourgeoise, mais surtout ils oublient complètement le contenu. Pourtant comme l'écrit Bordiga⁶⁸ :

« La révolution est (au contraire) un problème de contenu, un problème de mouvement et d'action des forces révolutionnaires dans un processus incessant, que l'on ne peut théoriser en le figeant dans les diverses tentatives de "doctrine constitutionnelle" immuable. »

Comme la démocratie représentative, la démocratie directe génère la passivité et une séparation entre le discours et l'action. Elle peut même en être un frein. La démocratie fait partie du monde du capital. Elle constitue une forme de prise de décision transitoire à laquelle nous pouvons avoir recours, faute de mieux pour le moment, mais pas un principe intangible. D'autres procédures de décisions collectives sont à imaginer.

L'expérience du confédéralisme démocratique au Rojava ayant beaucoup contribué à populariser l'écologie sociale, il nous semble opportun de revenir rapidement sur celle-ci.

Le Rojava : une révolution sociale inexistante

L'histoire est désormais connue. Au début des années 2000, le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, a troqué le marxisme-léninisme pour le confédéralisme démocratique après avoir lu les écrits de Bookchin et échangé avec lui alors qu'il était en prison. Par la suite, le PKK s'est transformé en mouvement démocratique, écologiste et féministe.

Le Rojava, dénommé aujourd'hui Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES), a vu le jour en juillet 2012 suite au retrait programmé des forces armées syriennes.

⁶⁷ Extrait de *La guerre en Espagne*, dans le bulletin interne de la Fraction italienne

⁶⁸ Extrait de Bordiga, « Le principe démocratique » 1922.
https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1922/02/bordiga_19220228.htm

Depuis, dans cette région autonome, se déroule une révolution sociale multiethnique, féministe et auto-organisée, à en croire ses soutiens de gauche et d'extrême gauche occidentaux.

Qu'en est-il exactement ?

Soyons clairs, il n'y a pas de révolution sociale au Rojava. En affirmant, cela nous ne minimisons pas la force et le courage des prolétaires qui s'auto-organisent pour survivre dans un contexte extrêmement difficile, profitant des espaces laissés (volontairement) par le pouvoir, mais les pratiques de démocratie directe et de coopération au niveau local ne sauraient cacher l'existence d'un État, même s'il n'en a pas le nom, et de rapports sociaux capitalistes.

Le Contrat social de l'AANES est conforme à toute constitution démocratique et en aucun cas révolutionnaire, comme l'écrivent justement Gilles Dauvé et Tristan Léoni⁶⁹, seul le relativisme culturel peut expliquer que certains s'extasient devant lui.

Le changement d'idéologie du PKK est purement stratégique. Après l'effondrement de l'URSS, principal soutien des mouvements de libération nationale, le marxisme-léninisme n'apparaissait plus comme l'idéologie adéquat pour le nationalisme kurde. En adoptant le confédéralisme démocratique, il s'agissait avant tout de changer d'image vis à vis de l'Occident, mais pas d'objectif. Le PYD ⁷⁰ défend toujours le nationalisme. Le chef du PYD, Salih Muslim, a ainsi déjà menacé d'expulser les arabes des régions kurdes et des chrétiens assyriens se sont plaints d'évacuations forcées. Le véritable pouvoir politique et militaire est entre les mains du PYD/PKK, celui des communes est largement limité à des questions locales ou à des fonctions consultatives.

La réalité du Rojava⁷¹ est loin du portrait idyllique dressé par ses laudateurs. Des manifestations contre la conscription (imposée dès 2014), l'inflation ou les discriminations envers les arabes, la transformation des programmes scolaires (insistant sur l'histoire kurde) ont été sévèrement réprimées, les Assayish (la police) n'hésitant pas à tirer sur les manifestants⁷².

Quant à l'écologie, s'il existe bien différents projets, tout cela reste dans le cadre de l'économie capitaliste. De plus, le Rojava se situe au centre d'une région riche en pétrole et d'une zone de conflits. Les prétentions écologiques sont avant tout de la communication.

En conclusion, malgré des apparences progressistes, le PYD au pouvoir au Rojava reste une organisation bourgeoise, toute révolution sociale devra se faire contre elle et l'AANES.

Deux exemples : PEPS et l'Offensive

Deux organisations s'inspirant des idées de Bookchin et de l'expérience au Rojava, sont apparues en France ces dernières années : Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) et l'Offensive⁷³.

Elles reprennent à leur compte l'essentiel des conceptions de Bookchin : la démocratie directe, la stratégie du double ou contre-pouvoir et l'interclassisme. Celui-ci est d'ailleurs parfaitement assumé puisque PEPS revendique la création d'un Front populaire écologique rassemblant « les classes moyennes à capital culturel aisé et les classes populaires dans les zones ultrapériphériques, rurales et les quartiers populaires ».

Ces groupes manifestent la volonté d'agir concrètement dès maintenant et se veulent pragmatiques. Ainsi ils sont à la fois favorables à la participation aux élections municipales et à la multiplication des ZAD et ne rechignent pas à participer à des actions potentiellement violentes comme à Ste Soline par exemple. L'« urgence climatique et social » et la construction progressive de la nouvelle société justifient l'activisme. Des luttes contre des projets inutiles ou climaticides, aux luttes antifascistes, au mouvement contre les retraites ou contre les violences policières, elles se doivent d'être présentes.

Toutes les deux cherchent à rassembler le plus de monde possible autour d'une charte qui ne contient pas de positions de classe mais plutôt un ensemble de valeurs « morales »

⁶⁹ Voir <https://libcom.org/article/kurdistan-gilles-dauve-fra>

⁷⁰ Le PYD, Parti de l'union démocratique, a été fondé par des membres syriens du PPK, le changement d'idéologie ayant entraîné des changements organisationnels. Le PKK a ainsi fondé plusieurs partis « frères » au Kurdistan.

⁷¹ Pour plus d'informations, voir <https://www.leftcom.org/en/articles/2022-10-12/rojava-the-myths-and-the-reality>

⁷² Ce qui n'empêche un groupe comme l'Offensive d'appeler à suivre « le modèle des Assayish du Rojava afin de supprimer l'institution policière et de la substituer par des organes de sécurité démocratiques, contrôlés directement par le peuple et respectueux des diversités. »

⁷³ Voir leur site : <https://confpeps.org/> et <https://offensive.eco/>

(démocratisme, féminisme, multiculturalisme, antifascisme, écologie...) qui correspondent au final à l'image que la petite-bourgeoisie a d'elle-même.

Elles ont beau se revendiquer internationalistes, elles ont pris partie pour la défense de l'Ukraine dans le conflit avec la Russie. PEPS a publié de nombreuses déclarations de soutien au peuple Ukrainien et à la résistance ukrainienne, tandis que l'Offensive a collecté de l'argent en soutien à Solidarity collectives qui réunit des fonds pour fournir du matériel militaire aux soldats ukrainiens dits anti-autoritaires, entretenant le mythe d'une résistance autonome en Ukraine. Populaire, autonome, anti-autoritaire, qu'importe le qualificatif du moment que les prolétaires acceptent de crever pour des intérêts bourgeois !

Elles prétendent aussi par leur ouverture et leur pragmatisme être en rupture avec les méthodes passées. Pourtant, un rapide coup d'œil suffit à s'apercevoir qu'il s'agit des théories anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires resucées, l'écologie se substituant au discours de classe. Au final, ces groupes aspirent à une gestion démocratique du capital mêlant planification écologique et respect des identités (de genre, ethniques etc). Leur activisme et leur phraséologie vaguement radicale masquent à peine le réformisme.

Mouvement communiste et destruction de l'environnement

Comment se positionnent les communistes ?

Lorsqu'on évoque l'écologie et les communistes (marxistes), une certaine suspicion apparaît, au mieux on considère qu'ils n'ont pas grand-chose à dire sur la question, le plus souvent on les accuse d'être de fervents défenseurs du productivisme et de l'industrialisation, quand on ne leur impute pas les dégâts infligés par les expériences du « socialisme réel ». Avouons le, nous trouvons ce débat ridicule.

Marx n'était pas écologiste et nous ne le sommes pas non plus. L'écologie politique est pour l'essentiel une réaction de la petite bourgeoisie voire d'une fraction de la bourgeoisie face aux conséquences désastreuses du capitalisme dont elles n'avaient que faire tant qu'elles n'étaient pas concernées ou ne se sentaient pas menacées. Faut-il en déduire que les marxistes se fichent de la destruction de la nature ? Pas du tout. Marx et Engels ont analysé à leur époque, en fonction des connaissances disponibles, les risques que faisaient courir la logique du capital à l'homme et la nature. On ne saurait leur reprocher de ne pas avoir anticipé l'étendue du désastre des décennies avant que les premiers signes surgissent. Nous devons ajouter que quand bien même, Marx aurait sous-estimé la question, cela n'invalide en rien la théorie marxiste. Marx n'est pas un prophète, ses écrits ne sont pas sacrés. Il a reconnu lui-même s'être trompé à plusieurs reprises et il est revenu sur ses erreurs. Notre classe tâtonne et continuera à le faire jusqu'à son émancipation complète. Les révolutionnaires s'efforcent de tirer les leçons de l'expérience historique et approfondissent leurs analyses. Le marxisme est une théorie vivante, ce qui ne veut pas dire qu'elle puisse être modifiée dès le moindre événement, au contraire elle se précise et s'affine avec eux.

L'impératif, sur lequel repose le capital, la production de plus-value, entraîne inévitablement l'usage de la nature sans se soucier des conséquences, c'est à dire sa destruction progressive. La cupidité des bourgeois ou la nature humaine n'en sont pas la cause. Les marxistes défendent cette position depuis longtemps bien avant la naissance de l'écologie politique.

Contrairement à ce que nos détracteurs affirment la question des rapports de l'humanité avec la nature, est loin d'être absente des questionnements des communistes.

Marx, suite aux travaux du chimiste allemand Liebig, s'est intéressé aux effets de l'agriculture sur la fertilité des sols. Engels et Bordiga se sont inquiétés des conséquences de l'urbanisation croissante. Les communistes ont ainsi depuis longtemps inscrit dans leur programme la fin de la séparation entre la campagne et la ville, en vue de la répartition harmonieuse de la population sur les territoires.

Engels a réfléchi au gaspillage engendré par la production marchande, qui multiplie les intermédiaires et les transports. De fait une partie des productions seront relocalisées, orientées vers la consommation directe, seules celles nécessitant une échelle plus grande garderont une dimension « nationale » ou internationale. La production pour la satisfaction des besoins humains et non plus le profit signifiera la fin des productions inutiles ou nuisibles, la fin de

obsolescence programmée. L'anarchie de la production et la concurrence disparaissant, la production de biens ayant la même fonction mais de qualité différente cessera. De même tout phénomène de mode ou de publicité et l'industrie du luxe n'auront plus lieu d'être. Nous ne pouvons qu'à peine imaginer l'économie de ressources, d'énergie et de travail que cela engendrera, il en résultera autant de pollution en moins. Par exemple, 1,3 milliard de tonnes de nourriture sont jetées ou perdues chaque année, ce qui correspond à 1/3 des aliments produits sur la planète ⁷⁴!

Enfin le prolétariat héritera d'un appareil productif et d'une technologie développés mais répondant aux exigences de la valorisation, ils seront désormais mis au service de l'humanité. Libérées de cet impératif de rentabilité, l'inventivité et la créativité du prolétariat pourront s'épanouir. Il est difficile d'imaginer le potentiel que cela représente.

Mais ce qui est fondamental et qui nous distingue des écologistes, c'est la façon dont nous envisageons la destruction du capitalisme et de l'État.

L'écোসocialisme et l'écologie sociale sont deux formes de réformisme relookées. Le premier prétend utiliser l'État bourgeois et l'autre le nie. Tous les deux escamotent le programme révolutionnaire sous-couvert de remédier aux manquements des marxistes ou simplement d'incorporer la question de l'écologie à leurs positions. Le programme reste inchangé : prise du pouvoir politique par le prolétariat, destruction violente de l'État bourgeois et dictature de notre classe afin d'étendre la révolution et de transformer les rapports sociaux. Il n'y a pas d'autre voie, aussi impensable puisse-t-elle paraître aujourd'hui. Pour cela, notre classe a besoin de son parti, organisé à l'échelle mondiale, distinct et opposé à tous les partis existants afin de l'orienter dans la lutte, c'est ce à quoi notre organisation entend contribuer.

74 zero-gachis.com/fr/quelques-chiffres

Conclusion : crise écologique et programme communiste

Dans les articles composant cette brochure, nous avons mis en évidence que les transformations globales infligées à la nature représentaient une menace pour l'Humanité et plus généralement pour le vivant, lequel dépend d'interactions variées entre espèces et milieux de vie. Cette menace existentielle vient se surajouter et se combiner aux crises multiples du mode de production capitaliste, dont la logique le rend impuissant à corriger tant soit peu la chute de la biodiversité ou le dérèglement climatique. Dès lors, surmonter la crise écologique se ramène immédiatement au dépassement du capitalisme, nécessité à laquelle diverses formulations à la mode telles que la décroissance et « l'écosocialisme » s'opposent de façon plus ou moins voilée.

Naturalisation de l'homme / humanisation de la nature

Les rapports de l'humanité à la nature sont décrits par Marx et Engels à travers l'image d'un « métabolisme », définissant l'appartenance de l'homme à la nature. C'est par son activité, par l'exercice de sa force de travail, que l'humanité s'approprie matériellement et intellectuellement la nature dont elle a besoin pour vivre. A ce titre, la nature ne représente pas pour elle une sphère extérieure et elle doit entretenir avec celle-ci des échanges constants. Ces échanges dépendent de la production et de la reproduction sociale : rapports de classe, formes de la production et de la distribution, moyens techniques, etc. Il n'y a donc pas séparation ou extériorité entre humanité et nature, mais au contraire coévolution entre humanité et nature impliquant des liens de dépendance réciproques. « L'histoire peut être considérée sous deux aspects : l'histoire de la nature et l'histoire des hommes. Toutefois, ces deux aspects sont inséparables ; tant qu'existent des hommes, histoire de la nature et histoire des hommes se conditionnent réciproquement »⁷⁵.

Contrairement aux représentations naïves véhiculées par l'écologisme, la nature est elle aussi une réalité en constante transformation. Ce n'est pas cette transformation qui est problématique en soi, la nature possédant sa propre histoire dans laquelle l'humanité a eu très tôt une influence notable. C'est bien le rythme et la nature de ces transformations qui posent un problème devenu hors de contrôle sous le capitalisme, transformations qui dépendent en premier lieu des rapports existant entre les hommes.

L'importance de la nature a vigoureusement été signalée par Marx et Engels, en opposition aux tendances du socialisme qui la minoraient. « Le travail *n'est pas la source* de toute richesse, écrivait Marx contre la rédaction du programme socialiste de Gotha. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (et c'est bien en cela que consiste la richesse matérielle !) que le travail, qui n'est lui-même que la manifestation d'une force matérielle, de la force de travail humaine »⁷⁶. Il est donc entendu que les services rendus par la nature - la dépense de la force de travail humain en faisant pleinement partie -, sont absolument nécessaires pour satisfaire des besoins concrets, authentiques. Or, les innombrables services rendus par la nature, fruit d'un ensemble de processus physico-chimiques aussi complexe que précieux, apparaissent, sous le règne du capital, comme un don gratuit.

La terre, par exemple, est exploitée à outrance sans que les coûts de sa reproduction n'apparaissent du point de vue de la valeur d'échange. « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé*. Dans la mesure où le blé représente de la valeur, il est considéré uniquement comme la matérialisation d'une certaine quantité de travail social, peu importe la matière première dans laquelle ce travail s'exprime, peu importe la valeur d'usage particulière de cette matière »⁷⁷.

Les propriétaires de la terre et, par extension, la bourgeoisie comme classe possédante mondiale se trouvent ainsi en position de diriger l'exploitation du travail humain autant que des processus naturels. Si la première donne lieu à un échange sous la forme du salaire, l'une comme l'autre représentent des formes d'exploitation matérielle archaïques et mêmes obsolètes du point de vue de l'avenir sur Terre. La possession de la nature est devenue un scandale : « Du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, le droit de propriété de certains individus

⁷⁵ K. Marx, *L'idéologie allemande*, in *Philosophie*, Folio, 1982, p. 548.

⁷⁶ K. Marx, *Critique du programme du parti ouvrier allemand*, *Économie*, I, La Pléiade, p. 998.

⁷⁷ K. Marx, *Le Capital*, Livre III, *Éditions sociales*, 1977, Paris, p. 739.

sur des parties du globe paraîtra tout aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur son prochain. Une société entière, ne nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, elles en ont que la jouissance et doivent la léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en *boni patres familias* »⁷⁸.

Importance cardinale de la nature dans la conscience communiste

On trouve chez Marx et Engels un ensemble d'observations et de critiques qui abordent sous de nombreux aspects la question de la nature : critique de l'agriculture capitaliste, du développement anarchique des villes et de leur opposition à la campagne, compréhension de la genèse spécifique de l'espèce humaine, etc. Cette curiosité s'étend à la perspective d'une autre société, radicalement distincte des sociétés de classe, dans laquelle l'humanité s'extrait du règne de la nécessité : « [...] la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine »⁷⁹.

Pourtant, le rappel des positions communistes authentiques prend l'aspect d'une restauration, tant elles sont méconnues. Une telle situation n'est pas étrangère au destin tragique du communisme qui s'est trouvé associé, après la contre-révolution stalinienne, au sinistre capitalisme d'État à l'Est. Caractérisé par son retard de développement, celui-ci a poussé à son comble la logique productiviste de l'accumulation de capitaux. N'offrait-il pas l'exemple même du pillage et de la destruction de l'environnement jusqu'à ses conséquences extrêmes illustrées, parmi d'autres exemples, par l'accident de Tchernobyl ? L'effondrement de l'URSS a sonné dans les années 80-90, plus globalement, l'heure de l'offensive démocratique-bourgeoise, condamnant la conscience révolutionnaire autant que l'idéologie du capitalisme d'État. Tout cet héritage continue de peser encore aujourd'hui lourdement sur la réappropriation de l'identité de classe et des conceptions révolutionnaires par de nouvelles minorités en voie de politisation.

L'aggravation de la situation climatique impliquera, sans nul doute, tant un aiguïsement des tensions inter-impérialistes que l'éclosion de tensions et de luttes à la base sur ce terrain. Le contenu de cette brochure est évidemment loin de satisfaire totalement à l'exigence d'exposition plus complète et de compréhension d'une réalité multiple, dont dépend en partie la capacité des révolutionnaires à intervenir. Il ne faut voir dans cette publication qu'un premier jalon, ouvrant la discussion. Elle rappelle déjà que le programme communiste contient - en tout premier lieu - la nécessité absolue de sauver la nature de la déprédation capitaliste, tâche inséparable de la transformation radicale des rapports des hommes entre eux. Ce programme ne peut avoir pour agent que la classe ouvrière : une classe dont la condition matérielle est subordonnée à l'ensemble des rapports d'exploitation, une classe qui n'a rien à gagner sinon la destruction de ses chaînes, une classe dont la logique de la lutte, acquise par la pratique et la réflexion sur celle-ci, doit l'amener à s'opposer à la persistance de ces rapports destructeurs.

Activisme et réformisme écologistes

L'urgence de la situation a conduit aussi à faire de l'écologie un terrain de mobilisation numériquement important et polarisant une partie significative la jeunesse. Celle-ci peut voir dans les mouvements larges de protestation contre des projets d'aménagement, les actions « coup de poing » contre des cimenteries ou l'agriculture intensive, ou encore les manifestations pour « sauver le climat », un débouché à sa préoccupation pour l'avenir du monde et son envie de changer la société. Impulsées par les Soulèvements de la Terre (SdIT) ou Extinction Rébellion (ER) dans les dernières années, ces actions ont bâti leur popularité sur l'opposition qu'elles représenteraient de façon concrète au désastre en cours. Elles semblent ancrées sur le terrain et leurs animateurs font souvent usage d'un discours radical teinté d'anti-capitalisme, qui peut mobiliser la rage des jeunes générations : « moins de banquiers, plus de banque », « nous sommes la nature qui se défend », « Changeons le système, pas le climat », etc. Cependant, elles ne représentent au mieux qu'une opposition aux effets destructeurs du capitalisme mais impuissante face aux causes profondes de la crise, au pire un défoirer dans des impasses politiques.

⁷⁸ K. Marx, *Idem*, p. 705.

⁷⁹ K. Marx, *Idem*, p. 742.

Du fait des illusions propres au milieu écologiste et autonome, déclarant vouloir « changer le monde sans prendre le pouvoir » par la désobéissance civile, ces associations, qualifiées abusivement « d'ultra-gauches » et « d'éco-terroristes » par la police et le gouvernement, ne peuvent être en réalité rien de plus que des forces d'appoint de la gauche de gouvernement. En témoigne le fait que, parmi les membres des SdIT, se sont greffées des organisations comme Solidaires ou ATTAC. En témoigne, également, la présence d'ER, notoirement connu pour sa défense de l'écologie « radicale », en réalité pro-police, pacifiste, capitaliste, et collaborationniste avec le pouvoir⁸⁰, et dont beaucoup de membres sont en faveur des logiques institutionnelles, électorales, et de la France Insoumise, d'où les mobilisations non-violentes pour imposer le sujet climatique lors des débats de l'entre deux tour⁸¹.

Il est évident que la popularité de ces écologistes tient à celle de l'activisme en général. Pour celui-ci, la référence aux positions de classes héritées de l'expérience révolutionnaire, et aux délimitations qu'elles impliquent, est nulle. L'activisme ne donnant lieu, dans le meilleur des cas, qu'à la coagulation d'intérêts hétérogènes, il s'appuie sur des slogans aux contours flous et sur l'urgence de la situation : « non à la bétonisation », « défense de l'eau », « l'appel de la forêt face au bitume », etc. Ce flou est le corollaire de la composition hétéroclite de ces mouvements, dans lesquels convergent des individus sincèrement indignés ou menacés par les dégâts sur l'environnement – et de façon relativement indépendante de leur situation de classe ; mais aussi les troupes de la gauche bourgeoise politique (EELV, LFI, gauchistes) et syndicale (FSU, CGT, SUD), des syndicats de propriétaires agricoles contestataires ou non (Confédération paysanne, FDSEA), des groupes politiques modernistes agissant de façon plus ou moins dissimulée tels que les tristement célèbres « appellistes », etc. Cette nature composite rend inapte de telles oppositions hétéroclites à enclencher une dynamique de polarisation et d'autonomisation de la classe exploitée, ce que confirme toute l'expérience des dernières décennies.

En dehors de ces slogans « attrape-tout », ces mouvements portent surtout des conceptions propres à la petite-bourgeoisie, classe intermédiaire coincée entre les deux pôles structurant les rapports de classes. Ils opposent ainsi « l'agriculture paysanne » à l'agro-industrie, la défense des « circuits courts » au « néolibéralisme », la démocratie contre les gros « bétonneurs ». Les fameuses « ZAD » (Zones à défendre) révèlent également une incompréhension fondamentale de ce qu'est la lutte politique : en se limitant au mieux à conquérir quelques parcelles d'utopie – projet à la fois autarcique et fort peu révolutionnaire - vite récupérées par l'État, ces jeunes militants abandonnent le terrain de classe, au profit de mouvements pseudo-radicaux.

Le dispositif politique bourgeois, à travers les multiples fractions plus ou moins « vertes » et productivistes qui l'animent, se montre particulièrement actif pour récupérer à son profit ces énergies militantes. La « victoire » du mouvement d'opposition à la construction d'un aéroport à Notre-Dame-des-Landes s'est achevée sur les écueils inhérents à ces expériences : d'un côté la recherche de légalisation des occupations et leur normalisation ; de l'autre la désillusion et les règlements de compte entre groupes activistes opposés, non sans recours à la violence pour régler les comptes entre différents sous-groupes activistes.

Cependant, qu'on se garde d'assimiler la critique de l'écologisme à la sous-estimation de l'importance de la nature par rapport aux autres dimensions de la crise capitaliste ! Cette critique n'est en elle-même que la prise en compte de la catastrophe en cours dans sa réelle profondeur.

Nécessité de la révolution

Sur le front de la crise écologique comme dans les autres dimensions de l'obsolescence du capitalisme, l'avenir de l'humanité dépend de la force et de la cohérence avec lesquelles la classe exploitée sera capable d'affirmer son combat. Cette affirmation est indissociable, comme toute l'expérience du mouvement ouvrier le confirme, du rôle actif d'une minorité communiste organisée et orientant ce combat – correspondant à la fonction d'un parti de classe, d'un parti communiste. Or, il faut constater que les forces organisées de la gauche communiste s'en tiennent le plus souvent à une compréhension limitée de la situation. Au lieu de consacrer leur énergie au développement d'une critique communiste de l'opposition entre capital ou nature, ou de montrer en quoi le combat de classe apporte la seule dynamique propre à dépasser cette opposition, elles réduisent souvent leur ambition à la seule critique négative de l'écologisme. Cette critique n'est pas infondée, loin s'en faut ! Mais elle ne satisfait nullement au besoin général d'éclaircissement

⁸⁰ Leurs positions furent même dénoncées par le journal écologiste Reporterre : <https://reporterre.net/L-etrange-victoire-d-Extinction-Rebellion>

⁸¹ https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2022/04/21/on-n-a-pas-d-autre-choix-que-de-transgresser-la-legalite-car-cette-derniere-est-ecocidaire-la-tentation-radical-des-militants-ecologistes_6123023_4500055.html

de la conjoncture, alors que de nombreux enjeux restent à défricher et en contribuant, au passage, à la réflexion des individus en recherche politique. La nature et son devenir sont bien plus qu'un aspect quelconque de la vie quotidienne ; l'appartenance de l'humanité à la nature, aspect incontournable de notre héritage théorique, est une motivation centrale dans la nécessité de la révolution communiste.

Le projet communiste ne peut être que radicalement extérieur à tout ce que les « verts » de toute étiquette et les Etats bourgeois nous expliquent pour sauver la planète avec leurs mesurette. « Radical » dans le sens d'aller jusqu'à la « racine » des choses pour remettre tout, tout le monde actuel, en cause dans ses moindres détails. Il ne faut pas être grand clerc pour voir que nous traversons une crise sociale, politique, économique, impérialiste et écologique et donc que notre monde est à bout de souffle. C'est une tout autre voie qu'il faut prendre, elle n'est pas facile, nous en convenons, mais il n'y a pas d'autres échappatoires. Notre monde doit être révolutionné de fond en comble. Le chemin n'est pas tout tracé, c'est un immense effort de conscience révolutionnaire que l'Humanité doit accomplir. Il s'agit de se diriger résolument vers le socialisme ou la société réellement humaine qu'elle n'aurait jamais dû abandonner, ou vers la barbarie. Il n'est jamais trop tard !

Groupe Révolutionnaire Internationaliste

Annexes

« L'Écologie de guerre » ne sauvera pas la planète

Tract distribué par la Tendence Communiste Internationaliste dans les manifestations écologistes aux États-Unis.

Ce n'est sans doute pas un secret que la situation écologique est catastrophique pour une majorité de la population. Il est également vrai que, aux mains de la bourgeoisie, elle sert d'écran de fumée idéologique. Aujourd'hui, au jour des marches pour le climat, il est vital de reconnaître les faux amis parmi nous.

Qui est le véritable coupable derrière la crise climatique ? Le capitalisme et son État, dont la préparation actuelle à la guerre est camouflée par une législation qui se présente dans l'intérêt de l'environnement. L'État, qui joue le rôle de garant de la production pour le profit, ne peut pas résoudre une catastrophe climatique causée par cette même production. En tant qu'acteur dans la concurrence entre capitaux nationaux, l'État ne peut exister qu'en participant dans le système qui à toujours vécu aux dépens de l'environnement : le capitalisme.

Ce système, cependant, se part de vert. Le 16 août 2022, le Congrès américain a passé l'*Inflation Reduction Act*, qui prétend combattre la crise climatique via des investissements dans les énergies renouvelables. Cette loi subventionne la construction de nouvelles centrales nucléaires et de batteries pour les véhicules électriques aux États-Unis. La France a suivi, en nationalisant EDF, le plus grand fournisseur d'électricité au monde, et en promettant d'accroître le nombre de ses centrales nucléaires. En Allemagne, où les énergies renouvelables ont atteint 52.3% de la consommation d'électricité dans les six premiers mois de 2023, le Chancelier Scholz a affirmé que « la guerre de Poutine » est un « accélérateur du changement nécessaire » qui inclut une transition verte (où, comme certains le demandent aux États-Unis, un « Green New Deal »).

Assujettie aux mécanismes du marché, la transition vers les énergies renouvelables ne résoudra pas la crise climatique même si leur niveau venait à surpasser les sources traditionnelles d'énergie dans la production d'électricité et secteurs adjoints. La construction d'usines de batteries pour véhicules électriques, qui a lieu en même temps que l'expansion dans la fabrication de semi-conducteurs (liée à une activité économique responsable d'environ un tiers des émissions mondiales...), que ce soit aux États-Unis sous le CHIPS Act, en Europe ou au Vietnam, ne résoudra pas la crise non plus. En vérité, la transition verte est une façade verte pour justifier une « écologie de guerre ». Tandis que les architectes du New Deal dans les années 1930 cherchaient à s'assurer la soumission des travailleurs au réarmement sous les auspices d'une législation sociale, aujourd'hui, les partis institutionnels de droite comme de gauche cherchent à assurer cette soumission au réarmement par une législation non seulement sociale mais environnementale.

Pourquoi ? Les relations avec les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se dégradent. Les réductions de quotas de production convenues lors de la réunion de l'OPEP+ en Juin empêchent les États-Unis de réapprovisionner sa réserve stratégique de pétrole, qui n'a plus atteint un niveau aussi bas depuis les années 1980. Cela pénalise la préparation à la guerre des États-Unis, qui est le moteur de la transition verte.

Les États de l'OTAN préparent une « transition verte » en parallèle à la consolidation des blocs impérialistes depuis l'invasion de l'Ukraine. Ils font cela afin a) de s'isoler contre la guerre économique d'États adverses engagés dans la production de pétrole, et b) faciliter la reconfiguration de lignes de production cruciales pour le réarmement. Parmi eux, la France, en proie à des troubles depuis le 24 février 2022, date de l'invasion de l'Ukraine, a ciblé le secteur énergétique pour des réformes visant à éviter les tensions sociales, dont l'un des catalyseurs récents est un réseau énergétique délabré. Selon *The Economist*, « demandez aux responsables et aux industriels, le succès de l'énergie nucléaire américaine n'est pas seulement crucial pour lutter contre le changement climatique, mais aussi pour la sécurité nationale ». Le programme écologique du gouvernement américain actuel – profondément lié à la « relocalisation » destinée à étendre la base industrielle domestique dans l'anticipation d'un conflit futur avec le capitalisme chinois – est un programme d'écologie de guerre, visant à renforcer la position des États-Unis dans la hiérarchie impérialiste. Pour les réformistes environnementaux, la crise climatique est

également un terrain de manœuvres sur lequel ils peuvent influencer la législation dans un sens « environnemental », qui en réalité prépare des secteurs stratégiques de l'économie pour une guerre avec le Chine.

La crise climatique ne peut pas être résolue au sein du capitalisme, et certainement pas par le moyen d'une écologie de guerre. Les manifestations environnementales qui ne reconnaissent pas cela ne s'opposent pas à l'effondrement des écosystèmes, la montée des eaux ou aux extinctions de masse. La situation exige un renouveau de la lutte de la classe ouvrière (seule force dont les intérêts objectifs coïncident avec les besoins humains universel), s'opposant de front à toutes les factions de la bourgeoisie et au visage « écologiste » du capitalisme d'État. Il s'agira de lier nos luttes transitoires avec la lutte pour une nouvelle société, non plus basée sur la production pour le profit mais sur la production pour les besoins humains. Alors seulement il sera possible de d'arrêter le processus de destruction de la planète, processus étroitement lié à la menace d'une guerre entre les différents blocs impérialistes, à un niveau encore plus terrible qu'aujourd'hui. Si nous ne voulons pas être des moutons précipités à l'abattoir, il n'y a qu'une porte de sortie !

« Cette idée absurde d'une opposition entre l'homme et la nature »

Extrait de F. Engels, Dialectique de la nature, chapitre « Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme »

(...) [N]e nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais, en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie Mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité. Sur le versant sud des Alpes, les montagnards italiens qui saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de sollicitude sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils sapaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire ; ils soupçonnaient moins encore que, par cette pratique, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus grande partie de l'année et que celles-ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux. Ceux qui répandirent la pomme de terre en Europe ne savaient pas qu'avec les tubercules farineux ils répandaient aussi la scrofulose⁸². Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement.

Et, en fait, nous apprenons chaque jour à comprendre plus correctement ces lois et à connaître les conséquences plus ou moins lointaines de nos interventions dans le cours normal des choses de la nature. Surtout depuis les énormes progrès de la science de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître aussi les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production, et, par suite, d'apprendre à les maîtriser. Mais plus il en sera ainsi, plus les hommes non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre nature d'une opposition entre l'esprit et la matière, l'homme et la nature, l'âme et le corps, idée qui s'est répandue en Europe depuis le déclin de l'antiquité classique et qui a connu avec le christianisme son développement le plus élevé.

Mais s'il a déjà fallu le travail de millénaires, pour que nous apprenions dans une certaine mesure à calculer les effets naturels lointains de nos actions visant la production, ce fut bien plus difficile encore en ce qui concerne les conséquences sociales lointaines de ces actions. Nous avons fait mention de la pomme de terre et de la propagation de la scrofulose qui l'a suivie. Mais

⁸² A l'époque où Engels écrivait ces lignes, c'était une opinion répandue dans les milieux médicaux que la scrofulose (la tuberculose des glandes du cou) était due à la consommation des pommes de terre. Il y a bien une liaison causale, dans ce sens que la scrofulose est une affection des gens mal nourris, y compris ceux dont la nourriture se compose exclusivement de pommes de terre. Mais il n'est pas absolument évident que les pommes de terre en tant que telles jouent un rôle dans la genèse de cette maladie.

qu'est-ce que la scrofuleuse à côté des effets qu'a eus sur les conditions de vie des masses populaires de pays entiers la réduction de la nourriture de la population laborieuse aux seules pommes de terre ? Qu'est-elle à côté de la famine qui, à la suite de la maladie de la pomme de terre, s'abattit sur l'Irlande en 1847, conduisit à la tombe un million d'Irlandais se nourrissant exclusivement ou presque exclusivement de ces tubercules et en jeta deux millions de l'autre côté de l'Océan ? Lorsque les Arabes apprirent à distiller l'alcool, il ne leur vint pas à l'idée, même en rêve, qu'ils venaient de créer un des principaux instruments avec lesquels on rayerait de la face du monde les populations indigènes de l'Amérique non encore découverte. Et, lorsque ensuite Christophe Colomb découvrit l'Amérique, il ne savait pas que, ce faisant, il rappelait à la vie l'esclavage depuis longtemps disparu en Europe et jetait les bases de la traite des noirs. Les gommages qui, aux XVIIe et XVIIIe siècles, travaillaient à réaliser la machine à vapeur, n'avaient pas idée qu'ils créaient l'instrument qui, plus qu'aucun autre, allait bouleverser l'ordre social du monde entier, et en particulier d'Europe, en concentrant la richesse du côté de la minorité et le dénuement du côté de l'immense majorité; la machine à vapeur allait en premier procurer la domination politique et sociale à la bourgeoisie, mais ensuite elle engendrerait entre la bourgeoisie et le prolétariat une lutte de classes qui ne peut se terminer qu'avec la chute de la bourgeoisie et l'abolition de toutes les oppositions de classes. Mais, même dans ce domaine, nous apprenons peu à peu, au prix d'une longue et souvent dure expérience et grâce à la confrontation et à l'étude des matériaux historiques, à élucider les conséquences sociales indirectes et lointaines de notre activité productive et, de ce fait, la possibilité nous est donnée de dominer et de régler ces conséquences aussi.

Mais, pour mener à bien cette réglementation, il faut plus que la seule connaissance. Il faut un bouleversement complet de tout notre mode de production passé et, avec lui, de tout notre régime social actuel.

Tous les modes de production passés n'ont visé qu'à atteindre l'effet utile le plus proche, le plus immédiat du travail. On laissait entièrement de côté les conséquences lointaines, celles qui n'intervenaient que par la suite, qui n'entraient en jeu que du fait de la répétition et de l'accumulation progressives. La propriété primitive en commun du sol correspondait d'une part à un stade de développement des hommes qui limitait, somme toute, leur horizon à ce qui était le plus proche et supportait, d'autre part, un certain excédent du sol disponible qui laissait une certaine marge pour parer aux conséquences néfastes éventuelles de cette économie absolument primitive. Une fois cet excédent de sol épuisé, la propriété commune tomba en désuétude. Toutes les formes de production supérieures ont abouti à séparer la population en classes différentes et, par suite, à opposer classes dominantes et classes opprimées; mais en même temps l'intérêt de la classe dominante est devenu l'élément moteur de la production, dans la mesure où celle-ci ne se limitait pas à entretenir de la façon la plus précaire l'existence des opprimés. C'est le mode de production capitaliste régnant actuellement en Europe occidentale qui réalise le plus complètement cette fin. Les capitalistes individuels qui dominent la production et l'échange ne peuvent se soucier que de l'effet utile le plus immédiat de leur action. Et même cet effet utile, - dans la mesure où il s'agit de l'usage de l'article produit ou échangé, - passe entièrement au second plan ; le profit à réaliser par la vente devient le seul moteur.

La science sociale de la bourgeoisie, l'économie politique classique, ne s'occupe principalement que des effets sociaux immédiatement recherchés des actions humaines orientées vers la production et l'échange. Cela correspond tout à fait à l'organisation sociale, dont elle est l'expression théorique. Là où des capitalistes individuels produisent et échangent pour le profit immédiat, on ne peut prendre en considération au premier chef que les résultats les plus proches, les plus immédiats. Pourvu que individuellement le fabricant ou le négociant vende la marchandise produite ou achetée avec le petit profit d'usage, il est satisfait et ne se préoccupe pas de ce qu'il advient ensuite de la marchandise et de son acheteur. Il en va de même des effets naturels de ces actions.

« La destruction de la Nature » Anton Pannekoek (Juillet 1909)⁸³

De nombreux écrits scientifiques se plaignent avec émotion de la destruction croissante des forêts. Or ce n'est pas seulement la joie que chaque amoureux de la nature éprouve pour la forêt qui doit être prise en compte. Il existe aussi d'importants intérêts matériels, voire des intérêts vitaux pour l'humanité. Avec la disparition des riches forêts, des pays connus dans l'Antiquité pour leur fertilité, densément peuplés, véritables greniers pour les grandes villes, sont devenus des déserts pierreux. La pluie n'y tombe que rarement, ou des pluies diluviennes dévastatrices emportent les minces couches d'humus qu'elle doit fertiliser. Là où la forêt des montagnes a été anéantie, les torrents alimentés par les pluies de l'été roulent d'énormes masses de pierres et de sable, qui dévastent les vallées alpines, déforêtent et détruisent les villages dont les habitants sont innocents «du fait que le profit personnel et l'ignorance ont détruit la forêt dans les hautes vallées et la région des sources».

«Intérêt personnel et ignorance» : les auteurs, qui décrivent avec éloquence ce désastre, ne s'attardent pas sur ses causes. Ils croient probablement qu'il suffit d'en souligner les conséquences pour remplacer l'ignorance par une meilleure compréhension et en annuler les effets. Ils ne voient pas qu'il s'agit d'un phénomène partiel, l'un des nombreux effets de nature similaire du capitalisme, ce mode de production qui est le stade suprême de la chasse au profit.

Comment la France est-elle devenue un pays pauvre en forêts, au point d'importer chaque année des centaines de millions de francs de bois de l'étranger et de dépenser beaucoup plus pour atténuer par le reboisement les conséquences désastreuses de la déforestation des Alpes? Sous l'Ancien Régime, il y avait beaucoup de forêts domaniales. Mais la bourgeoisie, qui a pris les rênes de la Révolution française, ne voyait dans ces forêts domaniales qu'un instrument d'enrichissement privé. Les spéculateurs ont rasé trois millions d'hectares pour transformer le bois en or. L'avenir était le cadet de leurs soucis, seul comptait le profit immédiat.

Pour le capitalisme, toutes les ressources naturelles ont la couleur de l'or. Plus il les exploite rapidement, plus le flux d'or s'accélère. L'existence d'un secteur privé a pour effet que chaque individu essaie de faire le plus de profit possible sans même penser un seul instant à l'intérêt de l'ensemble, celui de l'humanité. Par conséquent, chaque animal sauvage ayant une valeur monétaire, toute plante poussant à l'état sauvage et dégageant du profit est immédiatement l'objet d'une course à l'extermination. Les éléphants d'Afrique ont presque disparu victimes d'une chasse systématique pour leur ivoire. La situation est similaire pour les hévéas, qui sont victimes d'une économie prédatrice dans laquelle tout le monde ne fait que détruire les arbres sans en replanter de nouveaux. En Sibérie, on signale que les animaux à fourrure se raréfient de plus en plus en raison d'une chasse intensive et que les espèces les plus précieuses pourraient bientôt disparaître. Au Canada, de vastes forêts vierges sont réduites en cendres, non seulement par les colons qui veulent cultiver le sol, mais aussi par les «prospecteurs» à la recherche de gisements de minerai ; ceux-ci transforment les versants montagneux en roches dénudées pour avoir une meilleure vue d'ensemble du terrain. En Nouvelle-Guinée, un massacre d'oiseaux du paradis a été organisé afin de se plier à la lubie dispendieuse d'une milliardaire américaine. Les folies de la mode typiques d'un capitalisme gaspillant la plus-value ont déjà conduit à l'extermination d'espèces rares; les oiseaux de mer de la côte est-américaine n'ont dû leur survie qu'à la stricte intervention de l'État. De tels exemples pourraient être multipliés à l'infini.

Mais les plantes et les animaux ne sont-ils pas là pour être utilisés par les humains à leurs propres fins ? Ici, nous laissons complètement de côté la question de la conservation de la nature telle qu'elle se poserait sans l'intervention humaine. Nous savons que les humains sont les maîtres de la terre et qu'ils transforment complètement la nature pour leurs besoins. Pour vivre, nous sommes complètement dépendants des forces de la nature et des richesses naturelles; nous devons les utiliser et les consommer. Ce n'est pas de cela dont il est question ici, mais uniquement de la façon dont le capitalisme en fait usage.

Un ordre social raisonnable devra utiliser les trésors de la nature mis à sa disposition de telle sorte que ce qui est consommé soit en même temps remplacé, en sorte que la société ne s'appauvrisse pas et puisse s'enrichir. Une économie fermée qui consomme une partie des semis

⁸³ Source : *Zeitungskorrespondenz* n° 75, 10 Juli 1909, p. 1 et 2. Traduction : Ph. Bourrinet (juillet 2019). Consultable en ligne : https://www.marxists.org/francais/pannekoek/works/1909/07/pannekoek_19531108.htm#toppage

de céréales s'appauvrit de plus en plus et doit infailliblement faire faillite. Tel est le mode de gestion du capitalisme. Cette économie qui ne pense pas à l'avenir ne fait que vivre dans l'instantanéité. Dans l'ordre économique actuel, la nature n'est pas au service de l'humanité, mais du Capital. Ce ne sont pas les besoins vestimentaires, alimentaires et culturels de l'humanité, mais l'appétit du Capital en profit, en or, qui régit la production.

Les ressources naturelles sont exploitées comme si les réserves étaient infinies et inépuisables. Avec les néfastes conséquences de la déforestation pour l'agriculture, avec la destruction des animaux et des plantes utiles, apparaît au grand jour le caractère fini des réserves disponibles et la faillite de ce type d'économie. Roosevelt reconnaît cette faillite lorsqu'il veut convoquer une conférence internationale pour faire le point sur l'état des ressources naturelles encore disponibles et prendre des mesures pour prévenir leur gaspillage.

Bien sûr, ce plan en soi est une fumisterie. L'État peut certes faire beaucoup pour empêcher l'impitoyable extermination d'espèces rares. Mais l'État capitaliste n'est après tout qu'un triste représentant du bien commun (*Allgemeinheit der Menschen*). Il doit se plier aux intérêts essentiels du Capital.

Le capitalisme est une économie décérébrée qui ne peut réguler ses actes par la conscience de leurs effets. Mais son caractère dévastateur ne découle pas de ce seul fait. Au cours des siècles passés, les êtres humains ont exploité la nature de manière insensée sans penser à l'avenir de l'humanité tout entière. Mais leur pouvoir était réduit. La nature était si vaste et si puissante qu'avec leurs faibles moyens techniques, ils ne pouvaient lui faire subir que d'exceptionnels dommages. Le capitalisme, en revanche, a remplacé le besoin local par le besoin mondial, créé des moyens techniques pour exploiter la nature. Il s'agit alors d'énormes masses de matière qui subissent des moyens de destruction colossaux et sont déplacées par de puissants moyens de transport. La société sous le capitalisme peut être comparée à la force gigantesque d'un corps dépourvu de raison. Alors que le capitalisme développe une puissance sans limite, il dévaste simultanément l'environnement dont il vit de façon insensée. Seul le socialisme, qui peut donner à ce corps puissant conscience et action réfléchie, remplacera simultanément la dévastation de la nature par une économie raisonnable.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

1. Notre perspective est la réalisation de la société communiste, dans laquelle l'humanité se sera affranchie de l'oppression de l'État, des divisions de classe, des nécessités imposées par l'échange marchand et l'exploitation de l'homme par l'homme, des frontières et séparations nationales. Dans cette société, « *le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous* » (Marx). Bien loin de s'opposer à la communauté humaine ainsi développée, l'individualité trouvera en son sein les conditions de son épanouissement authentique.

2. Une telle société n'a encore jamais existé, nulle part dans le monde. Les régimes qui se sont consolidés avec le stalinisme en Russie, puis étendus en Chine et dans le bloc oriental au XX^{ème} siècle, n'étaient que les formes particulières d'une transformation générale du capitalisme. Partout, l'appareil d'État est devenu indispensable à la reproduction des structures de base du capital.

3. Le capitalisme a hérité d'oppressions issues des sociétés de classes antérieures. Miné par ses propres contradictions, il ne se survit qu'à travers des convulsions de plus en plus profondes et insolubles. C'est un désastre qu'il génère dans des proportions qui se cumulent dramatiquement : guerres mondiales, crises économiques, chômage, misère, destruction du vivant sur la planète, exploitations des ressources naturelles, épidémies. Mais ces phénomènes ne sont que les effets des lois inhérentes au capital, qui doit produire toujours plus de marchandises pour accumuler de la valeur. Qu'importe si ces marchandises iront pour la plupart pourrir dans les océans, pourvu qu'elles soient le support de la réalisation de profits. L'humanité ne peut plus supporter le fardeau du capitalisme. Celui-ci a fait son temps et devrait céder la place à une forme supérieure de société, qui utilisera et révolutionnera les forces productives existantes afin de satisfaire les réels besoins humains. La révolution communiste et la communauté humaine sont immédiatement à l'ordre du jour de la lutte des classes.

4. Parce qu'il est exploité par le capital et ne possède aucun privilège à imposer au reste de la société, le prolétariat est la seule et unique classe dont le mouvement peut conduire à la réalisation du communisme. S'il est contraint d'agir à l'intérieur de la société capitaliste pour défendre ses conditions d'existence, il acquiert aussi par cette activité sa conscience de classe propre. Aussi les intérêts immédiats et généraux du prolétariat se ramènent-ils à la lutte pour la révolution communiste. Tout progrès dans ce sens est conditionné par le développement plus large de l'action du prolétariat et de sa réflexion sur celle-ci, indépendamment des organes de l'État capitaliste : système électoral, parlements, syndicats.

5. La première et indispensable étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant acquis, dans la lutte, une conscience de classe, et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.

6. La guerre est devenue mondiale et quasi permanente entre les diverses fractions du capital mondial, retranchées derrière

les États nationaux. Ces derniers disposent de ressources militaires monstrueuses, menaçant à tout moment de rompre l'équilibre de la terreur par un holocauste nucléaire. Tant que la société sera soumise aux lois aveugles de l'économie marchande, la guerre sera une menace immédiate et insurmontable.

7. Sur le grand échiquier du marché mondial, toute revendication nationale est inévitablement exploitée par les grands États impérialistes. Aussi le prolétariat conscient n'a-t-il aucun intérêt dans la défense de la nation. Il doit s'élever contre la guerre impérialiste et, dans le cas où celle-ci éclaterait, orienter son effort contre la bourgeoisie de part et d'autre des camps opposés pour précipiter le renversement du capitalisme et accélérer sa propre unification.

8. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui appuiera et orientera la lutte de classe jusqu'à la confrontation ouverte avec l'appareil d'État. La transition au communisme ne peut être que l'œuvre de la classe elle-même, qui exercera son pouvoir sur les ruines des États bourgeois. Ce pouvoir aura pour socle les conseils ouvriers, constitués de délégués élus et révocables en permanence par toutes les sections du prolétariat. Le régime des conseils ouvriers s'appelle la dictature du prolétariat, par opposition à la dictature actuelle de la bourgeoisie. Il ne peut exister sans le renversement violent de l'État bourgeois et de la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial. Il existera jusqu'à la réalisation de la communauté humaine sur l'ensemble de la planète.

9. La Commune de Paris et surtout la Révolution d'Octobre 1917 constituent pour nous des références incontournables. Elles ont montré que la classe ouvrière pouvait renverser l'ordre capitaliste. L'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe ont renversé le mouvement vers la révolution mondiale. Après la défaite de la révolution allemande et plus globalement le reflux de la vague révolutionnaire dans le monde, l'existence du régime des conseils ouvriers dans un pays isolé était condamnée. L'involution de la révolution russe s'accéléra à mesure que le parti de classe cessait de jouer son rôle d'avant-garde pour s'identifier toujours plus à l'appareil de l'État russe, et employait même celui-ci pour réprimer et violenter la classe au nom du « socialisme ».

10. La dégénérescence politique de la Révolution russe et de l'Internationale au cours des années 1920 à 1930 fut combattue par des fractions communistes, notamment par la Gauche communiste d'Italie. La Tendance communiste Internationaliste, dont *Bilan & Perspectives* est l'expression en France, est l'héritière de ce combat. Ces fractions restèrent fidèles à l'internationalisme en rejetant toute participation dans quelque camp que ce soit et dans la Résistance nationaliste pendant la Deuxième Guerre impérialiste. Elles ont continué à développer d'autre part le contenu de la conscience communiste, à la lumière de l'expérience de la contre-révolution stalinienne.

11. Nous continuons l'œuvre que la Révolution russe s'était fixée mais ne put accomplir : l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme. Dans l'immédiat, notre activité s'articule autour de trois aspects : 1° la défense, la clarification, l'actualisation des positions révolutionnaires et le développement de la théorie communiste ; 2° la discussion entre révolutionnaires en vue d'un maximum de clarté politique entraînant leur regroupement ; et 3° l'intervention dans la lutte au sein du prolétariat.